

**Politis,**  
**P**

CHAQUE JEUDI

[www.politis.fr](http://www.politis.fr)

**SOUSCRIPTION**

SANS VOTRE SOUTIEN

**POLITIS**

VA DISPARAÎTRE

**SAUVONS  
POLITIS!**

959 227 euros  
en cinq semaines!

**PARTI SOCIALISTE**

Le sexisme,  
le féminisme et  
Ségolène Royal

**NORD-SUD**

L'eau est un droit

**IDÉES**

L'histoire était  
le combat de  
Pierre Vidal-Naquet

**ACTION**

Logement  
Le collectif  
« Jeudi noir »

M 03461-0926 3,00 E

PRE-VISUALISATION  
OFFSET

n° 926

3 €

**Politis,**

# Un candidat sous influence

Des syndicats policiers de droite  
donnent le ton place Beauvau.

Alors, qui dirige vraiment  
le ministère de l'Intérieur ?









## Pour la pluralité de la presse Sauvons Politis !

## Du côté des lecteurs Où en est la souscription ?

### Sortie de crise



Nous aurions tant voulu mettre dès cette semaine un point final à la crise qui nous occupe et nous préoccupe depuis maintenant un mois et demi. Nous aurions tant

voulu pouvoir, l'esprit et le cœur un peu plus légers, nous tourner dès aujourd'hui – avec vous, lectrices et lecteurs – vers l'avenir. Mais voilà, c'est ainsi, il nous faut encore patienter un peu. L'audience du tribunal de commerce qui décidera de notre sort aura finalement lieu ce mercredi 15. Le jugement peut ensuite intervenir à tout moment : le jour même, comme quinze jours plus tard. Vous en serez informés sur notre site dès que nous en aurons nous-mêmes connaissance. Si bien que ce petit mot sera peut-être obsolète avant même que vous ayez pu le lire. Nous ne pouvons, en ce mardi matin, que vous assurer d'une chose : nous avons mis tous les atouts de notre côté. Le plan de reprise de *Politis* par ses salariés est à la fois sérieux et ambitieux. Il est solidement financé. En grande partie grâce à votre extraordinaire mobilisation. Et en partie aussi grâce aux apports de nos amis Laurent Chemla, Valentin Lacambre, Jean-Louis Gueydon de Dives et Pascal Boniface. C'est un plan qui propose de rétablir l'équilibre dès 2008 tout en consacrant la première année à des investissements indispensables. C'est un plan de relance qui permettra à *Politis* d'occuper toute sa place au centre de cette gauche sociale et écologiste. Et cela, à la veille d'échéances politiques cruciales. C'est un plan piloté par des femmes et des hommes dont vous connaissez les signatures, qui sont profondément attachés à ce journal, pleinement et exclusivement engagés dans la réussite de cette entreprise. Dans tous les sens du mot.

D. S.

### > Pour envoyer vos dons : merci de libeller vos chèques à l'ordre de :

Association « Pour *Politis* » et de les envoyer à :

Association Pour Politis c/o Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.  
P.-S. : les chèques reçus sont versés sur un compte bloqué. Ils seraient évidemment restitués en cas de malheur...

4 **Politis**, JEUDI 16 NOVEMBRE 2006

**A**près avoir été  
mouton noir,  
me voici  
devenu  
saumon...  
JEAN-FRANÇOIS FRONTINI

Amis des marais contrariés et contrariants, continuez de remuer les fonds troubles et visqueux, continuez de remonter le courant, de pondre vos cris de vie, de joie et de révolte au-delà des barrages... et ne devenez jamais carpes !  
BENOÎT SIEST

Plusieurs de mes enfants  
ou de mes gendres sont  
abonnés à *Politis*, et c'est  
donc par eux que je  
connais un peu  
l'hebdomadaire.

Cela m'a conduit à des discussions avec eux sur quelques sujets, ce qui signifie que je ne partage pas toujours les positions du journal. Par exemple, j'ai vivement regretté le « non » au référendum sur la Constitution. Je n'étais pas non plus forcément opposé à une expérimentation du CPE, etc. J'avais eu l'impression de positions trop dogmatiques. Ce sont d'ailleurs des positions idéologiques qui me semblent freiner en France un actionariat responsable sur lequel j'aurais souhaité appuyer un lobbying auprès des entreprises. Cela dit, je pense moi aussi que la pluralité de la presse est une chose indispensable, et que les concentrations qui s'opèrent de tous côtés au nom de la sacro-sainte rentabilité sont particulièrement inquiétantes. Alors je veux apporter mon soutien, même limité, à *Politis*. Je suis d'ailleurs convaincu que vous atteindrez la somme visée.

ANTOINE DUCHEMIN

Ne partez pas ! Je vous ai  
rencontrés au printemps  
2003, un numéro circulait  
pendant que nous  
attendions le début de  
l'une de ces nombreuses  
AG à la fac du Mirail.

Ce fameux printemps qui a changé ma

vie... et mes lectures. Depuis, j'ai  
l'impression de voir le monde autrement,  
et d'apprendre. J'ai encore besoin de  
vous, j'ai encore à apprendre. Tenez bon !  
CHRISTINE, DOCUMENTALISTE À L'EN

**J**e vous envoie  
40 euros.  
C'est pour toutes  
les fois où je vous  
ai lus gratos.  
C'est beaucoup d'argent.  
Ça fait quinze jours de  
bouffe, 5 % de mon salaire.  
Faites pas n'importe quoi  
avec ce fric, mais je vous  
fais confiance...  
Mais faites pas n'importe  
quoi quand même.  
Allez, bonne continuation !

Le groupe des élus  
communistes et  
partenaires au conseil  
municipal de Mantes-la-  
Ville vous apporte  
collectivement sa petite  
contribution, ce qui  
n'exclut pas des  
contributions personnelles  
plus matérielles !  
*Hasta la victoria, siempre !*

### Souscription

Lundi 13 novembre,  
à 15 h,  
nous en étions

à **959 227**  
euros

### > ou bien d'effectuer un virement bancaire (compte ouvert au Crédit Coopératif) :

- intitulé : « souscription Pour Politis » - domiciliation : CREDITCOOP PARIS NATION  
- RIB : 42559 00008 21029405309 15  
- IBAN : FR76 4255 9000 0821 0294 0530 915 - BIC : CCOPFRPPXXX

### Pour Libé

À ceux de *Libération* et aux autres, qui luttent pour une presse indépendante. Réduction des effectifs, réduction des coûts, redressement judiciaire, ces termes ont peu à peu pris, ces dernières années, la place de ceux auxquels toute une profession reste fortement attachée : embauches, nouvelle formule, lancement, développement, et cela au nom du pluralisme. Le chiffre d'affaire des gratuits et les ventes de la presse people ne peuvent en rien nous consoler de cette situation générale et nous faire oublier les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la presse d'information générale et d'opinion. Il semble cependant que l'attachement au pluralisme de la presse rencontre un écho croissant dans le public. Le succès de la souscription lancée par l'hebdomadaire *la Tribune de Lyon*, dont le tribunal de commerce, le 9 novembre, a retenu l'unique projet de reprise, présenté par les salariés et financé en partie par les lecteurs, en est un signe. Un signe fort aussi, les 900 000 euros recueillis en trois semaines par l'association « Pour *Politis* », créée par le personnel de l'hebdomadaire *Politis* pour le sauver, et dont le projet de reprise, porté par l'ensemble de l'équipe, sera examiné au tribunal de commerce le 15 de ce mois. Aussi, l'association « Pour *Politis* », qui s'est donné pour objet de soutenir l'indépendance et la pluralité des médias, souhaite manifester son soutien à l'ensemble du personnel du quotidien *Libération*, dont elle ne peut imaginer un instant la disparition du paysage médiatique. Elle partage avec l'équipe de *Libération* la conviction profonde qu'une presse soucieuse de fournir à ses lecteurs une information de qualité nécessite de véritables moyens, et en particulier en personnel. À moins de caresser le rêve stupide d'une presse sans journalistes.  
L'ASSOCIATION « POUR POLITIS »

# Au fil de la semaine

## GROS PLAN

## POLITIQUE

# Le sexisme, le féminisme et Ségolène Royal

Des femmes  
politiques et  
une féministe  
se prononcent  
sur l'action et  
les idées de  
Ségolène Royal  
relatives aux  
femmes,  
et sur les  
attaques dont  
la candidate  
à l'investiture  
socialiste est  
l'objet.



Les critiques adressées à Ségolène Royal sont parfois directement liées au fait qu'elle est une femme.

« *Est-ce qu'on dirait ça d'un homme ?* », c'est la question renvoyée par Ségolène Royal aux deux journalistes (masculins) de *Ouest-France* qui lui demandaient, le 31 octobre dernier, si elle était « autoritaire, voire cassante », comme l'affirment « certains de ses adversaires ». La candidate à la candidature socialiste pour la présidentielle de 2007 avait commencé par répondre : « Je ne pense pas être cassante, je suis exigeante. Peut-être y a-t-il aussi dans cette critique une dimension sexiste. » Depuis que les sondages l'ont rendue populaire, l'actuelle présidente de la région Poitou-Charentes fait l'objet de critiques ayant parfois à voir avec le fait qu'elle est une femme. Que pensent les femmes de ces difficultés supplémentaires qui leur sont imposées dès lors qu'elles évoluent dans un univers majoritairement masculin, voire machiste ? Qu'elles soient femmes politiques ou éminente féministe, l'ensemble de leurs points de vue, parfois antagonistes, donne la mesure de la complexité de la réponse, et pose la question du « féminisme » de Ségolène Royal.

Michèle Sabban, vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France, juge sévèrement la nature de la réponse faite par Ségolène Royal à *Ouest-France*. Elle estime qu'« en récusant son autoritarisme, Ségolène Royal joue avec une certaine représentation de la femme. Louise Michel ou Indira Gandhi étaient des femmes autoritaires et l'assumaient. Pourquoi une femme dans l'exercice du pouvoir devrait-elle véhiculer une inévitable image maternante, qui serait implicitement le propre de toute femme ? » Cette proche de Dominique Strauss-Kahn reproche à la présidente de Poitou-Charentes de prôner le concept « travail, famille, maison » et de ne pas porter le combat féministe. Par conséquent, Michèle Sabban a décidé avec certaines élues socialistes, telles qu'Annick Lepetit et Anne Hidalgo, de soumettre le 24 novembre, au lendemain de l'investiture, au candidat ou à la candidate élu(e), cinquante questions relatives aux femmes et à la santé, élaborées « avec un panel de militantes et de militants socialistes ».

Si Laurence Rossignol, chargée des droits des femmes au Parti socialiste et vice-présidente de la Région Picardie, approuve la candidature

d'une femme aux plus hautes fonctions de l'État, elle ne manque pas de porter un regard critique sur les positions de la candidate à l'investiture. Selon cette proche de Laurent Fabius, Ségolène Royal se situe « en dehors du combat féministe et s'est construite en marge de la confrontation collective du parti, d'où un parcours solitaire plus que solidaire ». Ce qui explique qu'elle « se positionne davantage sur un plan féminin que féministe ». Ces réserves n'empêchent pas Laurence Rossignol d'approuver sa réponse aux journalistes de *Ouest-France*, réponse qu'elle ne juge pas essentialiste. Elle préfère souligner la nature sexiste de ces attaques « récurrentes » dirigées contre les femmes qui briguent ou exercent un pouvoir majoritairement détenu par des hommes : « Cette question était clairement destinée à obliger Ségolène Royal à se justifier en tant que femme, il était donc tout à fait légitime de sa part de répondre sur ce registre. »

La chargée des droits des femmes au PS impute malgré tout une part de la responsabilité à Ségolène Royal, qui, selon elle, prête le flanc à ce type d'attaques en prétendant faire de la politique autrement, au seul motif qu'elle est une femme : « Quand elle parle de démocratie participative, dans l'implicite, celle-ci propose une alternative personnelle à la politique faite par des hommes et à la crise démocratique. » D'où l'importance de critiquer Ségolène Royal sur le projet politique dont elle est porteuse, qui « a pour objectif, non formulé par elle-même mais clairement par son entourage, de transcender le clivage droite/gauche ». Laurence Rossignol ajoute que ces attaques sexistes ne font pas avancer le débat : « Ceux qui cherchent à déstabiliser Ségolène Royal devraient plutôt lui demander ce qu'elle pense, par exemple, de l'allocation parentale d'éducation, comme d'autres dispositifs de la politique de la famille, qui contribuent à maintenir à l'écart du monde du travail des milliers de femmes. » « Je ne me reconnais pas dans le féminisme de Ségolène Royal », observe Clémentine Autain, apparentée communiste et adjointe au maire de Paris. Si la candidate à la candidature unitaire pour la présidentielle n'oublie pas que cette ex-ministre a mené des actions féministes par le passé, comme la mise en place de la pilule du lendemain dans les établissements scolaires, elle la juge néanmoins ambivalente sur les questions relatives aux femmes : « On ne peut pas affirmer suite p. 6

JEUDI 16 NOVEMBRE 2006, **Politis**, 5



suite de la p. 5 qu'elle n'est pas féministe, mais je qualifierais son féminisme d'essentialiste et de réactionnaire sur les questions de la famille. » Pour Clémentine Autain, Ségolène Royal ne se situe pas dans une approche des genres mais dans une différence des sexes, d'où cette ambivalence : « En cultivant le fait d'être la seule femme dans un univers d'hommes, elle a fait le pari de se distinguer parce qu'elle est une femme et non par son programme politique », explique la jeune féministe, qui ajoute : « Mais être une femme n'a jamais été un brevet de féminisme ! » En revanche, comme Laurence Rossignol, Clémentine Autain approuve la réponse de Ségolène Royal à Ouest-France, qui, selon elle, « montre à quel point évoluer dans un imaginaire machiste est un combat de tous les instants pour une femme ».

« Ségolène Royal n'a jamais dit qu'elle était féministe, comme 99 % des femmes en politique. » Rien de nouveau pour l'authentiquement féministe Christine Delphy (1), qui observe que Ségolène Royal n'avait pas d'autre choix que de mettre en avant le fait qu'elle est une femme car les autres se seraient chargés de le faire quoi qu'il arrive. « Toute femme est confrontée à ce choix dans la course au pouvoir. Et chacune sait que porter le féminisme est stratégiquement dangereux. » Pour Christine Delphy, ce constat est révélateur de l'état de la société française en matière d'inégalités. Lorsque Ségolène Royal répond aux journalistes de Ouest-France, selon Christine Delphy, elle n'essentialise pas son propos : « C'est tout au contraire une repartie féministe qui dénonce le fait qu'on trouve normal qu'un homme soit autoritaire. » Cette féministe historique note, par ailleurs, que même un homme récuserait une telle remarque, car elle est de l'ordre du reproche : « Aucun personnage public ne peut admettre a priori que son image soit attaquée. Pourquoi une femme devrait-elle l'accepter ? » Par ailleurs, Christine Delphy préfère ne pas se prononcer sur l'absence de programme féministe de Ségolène Royal : « C'est une question difficile à trancher. Une femme politique doit-elle être assignée à la cause des femmes ? » Christine Delphy fait un parallèle avec « ceux qui, issus des minorités opprimées, accèdent au pouvoir. Il est, par exemple, de la liberté individuelle de Condoleezza Rice de se situer politiquement dans le camp républicain, même si son désintérêt pour les Noirs qui ont subi l'ouragan Katrina est choquant », précise-t-elle. « Ségolène Royal a individuellement autant le droit que Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn de ne pas être féministe. » Mais, si Christine Delphy se refuse à juger les choix politiques de Ségolène Royal, elle n'en demeure pas moins choquée, en tant que féministe, par certains d'entre eux : « Cette femme politique est, en effet, à l'origine de la loi sur la garde parentale partagée qui permet désormais à un juge d'imposer la garde alternée à des ex-conjoints, même s'ils sont en conflit. Ce qui est une aberration lorsque la séparation est due à des problèmes de violence conjugale ou d'inceste. » Christine Delphy précise que l'ex-ministre n'avait écouté, à l'époque, que les groupes de pression masculinistes pour statuer sur cette loi...

CLOTILDE MONTEIRO

(1) Elle fut l'une des huit militantes qui déposèrent, en août 1970, une gerbe sous l'Arc de triomphe en l'honneur de la femme du soldat inconnu (acte fondateur du MLF) et une des fondatrices, avec Simone de Beauvoir, de la revue *Nouvelles Questions féministes*, qui existe toujours.

### L'arroseuse arrosée

La campagne pour la désignation du candidat socialiste a pris un tour nettement plus polémique après le dernier débat télévisé sur les questions internationales, où Ségolène Royal est apparue à la peine. Mais c'est une vidéo déposée par un anonyme sur Internet qui a mis le feu aux poudres. On y voit la candidate lors d'une réunion à Angers, en janvier 2006, suggérer que « les enseignants restent 35 heures dans le collège ». Une proposition qu'elle juge « assez révolutionnaire » tout en précisant : « Je ne vais pas encore la crier sur les toits parce que je ne veux pas me prendre des coups des organisations syndicales enseignantes. » La candidate y accuse aussi les enseignants de « faire du soutien individualisé payant » au lieu de le faire gratuitement dans leur établissement. L'entourage de la candidate a d'abord dénoncé le recours à une vidéo « volée » mais « surtout tronquée », avant d'en diffuser lui-même une version expurgée des propos sur... les syndicats enseignants. Les adversaires de Mme Royal sourient de cette preuve de son « double langage ». D'autres rappellent qu'en septembre, seule contre tous les socialistes européens, elle avait réclamé la démission du Premier ministre socialiste hongrois, cible de violentes émeutes déclenchées après la diffusion à la radio d'un discours à huis clos dans lequel il reconnaissait avoir « menti » pour gagner les élections. Les manifestations étaient conduites par l'extrême droite, et Mme Royal ne s'offusquait pas, alors, qu'un discours privé puisse être frauduleusement rendu public.

M. S.

## En ordre très dispersé

**VERTS.** C'est dans l'éparpillement que les écologistes ont abordé un congrès biennal à contre-courant du calendrier politique.

**HUIT MOTIONS POLITIQUES**, dont cinq à plus de 10 %. Les dirigeants Verts ont beau vanter, dans cette profusion, la vitalité de la démocratie interne, ils ont du mal à dissimuler l'essentiel : la première étape du congrès 2006 des écologistes reflète surtout un état de dispersion extrême, comme rarement, et une absence de vision claire du rôle et de la stratégie du parti. Dimanche dernier, les militants ont voté en région (avec un faible taux de participation : 55,6 %), afin de déterminer les rapports de force qui prévaudront lors du congrès de Bordeaux, les 2 et 3 décembre, et d'élire les délégués qui tenteront d'y dégager une nouvelle direction pour le parti. C'est la motion « Ouvrir, réformer, rassembler les Verts » qui est arrivée en tête, avec 25,8 % des voix. Elle est soutenue par les amis de Dominique Voynet (dont le secrétaire national, Yann Wehring), même si la candidate du parti à la présidentielle de 2007 ne soutenait formellement aucune motion. Viennent ensuite : « Espoir en actes » (17,5 %), menée par Cécile Duflot, l'une des porte-parole du parti ; « Urgence écolo » (16,4 %), du député Yves Cochet ; « Audaces » (13,4 %), du député Noël Mamère et de l'eurodéputé Alain Lipietz ; « Écologie populaire » (10,4 %), avec la députée Martine Billard ; « Alter Ekolo » (8,7 %), soutenu par Francine Bavay, l'une des principales figures du « non » Vert au référendum européen de 2005 ; « Verts et forts for ever » (6,2 %), autour d'Yves Pietrasanta, et « Verts utiles » (1,1 %).

Les négociations ont commencé en vue du rapprochement ou de la fusion de plusieurs listes, de préférence avant Bordeaux, afin d'échapper aux psychodrames qui ont marqué les deux précédents congrès (2004 à Reims et 2002 à Nantes), qui se sont achevés sans qu'un collègue exécutif n'ait pu être désigné. Il faut pour cela recueillir 60 % des voix du Conseil national interrégional (Cnir), le parlement des Verts. Ce n'est pas gagné : le vote de dimanche reflète des clivages bien connus. « Tout change pour ne rien changer », commente, désabusé, Noël Mamère. Sa liste devrait ainsi trouver un terrain d'entente avec celles de Wehring et de Cochet : leurs signataires, qui ont tous un jour été proches de Dominique Voynet, se rejoignent sur la nécessité de trouver un accord de gouvernement avec les socialistes, avant le premier tour de la présidentielle. L'intérêt supérieur de mettre le parti en ordre de marche derrière sa candidate devrait ainsi l'emporter sur d'autres considérations. Même si certains, comme Noël Mamère, déplorent qu'elle n'ait pas ouvertement assumé le soutien à « sa » motion ; ou d'autres, comme Yves Cochet, auraient voulu que la crise climatique soit affichée



Yann Wehring, secrétaire national des Verts.

comme emblème des revendications vertes. Avec 55,6 % des voix potentielles, ce pôle, pour parvenir à la majorité fatidique, tenterait alors de rallier les amis de Cécile Duflot – comme ce fut finalement le cas à Reims. Cette fraction écologiste radicale exige des garanties fortes de la part des socialistes et affirme ne pas vouloir leur laisser de chèque en blanc. Les autres motions se définissent prioritairement, à peu de choses près, par un affichage antilibéral. On y retrouve notamment les partisans d'une candidature unique à gauche pour 2007 – celle de José Bové, de préférence.

Plus que des questions de politique ou de stratégie, Bordeaux pourrait donc alimenter de sempiternelles batailles pour le partage des responsabilités au sein du parti, et donner l'image d'un congrès à rebours du calendrier politique. Alors que les socialistes auront choisi leur tête de file pour 2007, que l'hypothèque d'une candidature écologiste du très populaire Nicolas Hulot ne devrait être levée qu'en janvier, et que celle de la gauche unitaire antilibérale pourrait se décider les 9 et 10 décembre, les Verts, tout à leurs arrangements internes, n'apparaîtront toujours pas en mesure de peser sur les débats de la présidentielle. « Une multiplication des candidatures écologistes serait catastrophique », en est réduit à constater Yves Cochet, qui milite pour une refondation du parti, en perte d'audience. La remise en cause d'une candidature des Verts pour 2007 n'est même pas à exclure, au vu de la faiblesse actuelle des sondages en leur faveur : 1,5 % si Ségolène Royal est désignée par le PS.

PATRICK PIRO

## Mauvais calculs pour l'avenir

**RECHERCHE.** Devant le maigre budget 2007 et une politique qui affaiblit le CNRS et les universités, les chercheurs de plusieurs disciplines remontent au front.

**LES CHERCHEURS** étaient sortis plutôt requinqués de l'université d'automne organisée par Sauvons la recherche, fin septembre, à Fleurance (Gers). L'intérêt suscité par les rencontres, auxquelles ont assisté un certain nombre de candidats à la présidentielle, leur laissait espérer un avenir plus clément. À peine deux mois plus tard, le ciel s'assombrit à nouveau. Le budget 2007 s'annonce radicalement en deçà des attentes. Le décret sur les modalités d'organisation de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Aeres), présenté le 2 novembre au Conseil des ministres, va à l'encontre des principes des chercheurs. En outre, la présidente du CNRS, Catherine Bréchnignac, a tenu le 30 octobre, dans les *Échos*, des propos qui remettent en cause le rôle de cette institution symbolique de la recherche fondamentale. Preuve que, cependant que les chercheurs gagnaient des défenseurs à gauche (aucun représentant de l'UMP n'a assisté à l'université d'automne de Sauvons la recherche), le gouvernement travaillait à la mise en place du pacte sur la recherche, adopté en avril par la seule UMP, et très décrié.

« Dans les sciences de la vie, je suis bien décidée à faire des choix. [...] Avec tout l'argent que nous avons injecté dans les sciences

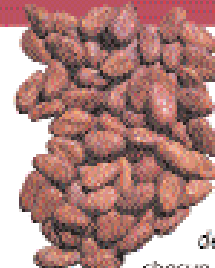
de la vie, je trouve que le rapport qualité/prix n'est pas terrible. [...] Nous avons retenu deux priorités : les neurosciences et la biologie intégrative », a déclaré Catherine Bréchnignac. « La dénonciation publique d'une discipline scientifique – la biologie – par un responsable d'organisme qui a pour charge de la développer est peu acceptable », s'insurgent Didier Chatenay et Georges Debregeas (physiciens), Bertrand Montheubert (mathématicien), Alain Trautmann et Francis-André Wollman (biologistes), dans une lettre publiée sur le site Internet de Sauvons la recherche. Selon eux, la déclaration de Catherine Bréchnignac annonce une mutation du CNRS où l'institution se limiterait à quelques axes au mépris de son rôle pluri et interdisciplinaire. Mais, surtout, elle « s'inscrit dans une logique, celle d'une évolution plus globale de la recherche française, dont le pacte sur la recherche a défini la nouvelle architecture, et dont le CNRS sera la première victime ». Pour Bertrand Montheubert, président de Sauvons la recherche, c'est la conséquence d'une situation « devenue ingérable ». « On est dans un contexte de gestion de pénurie. Derrière le CNRS, les universités sont frappées de plein fouet, rappelle le chercheur. Comment accepter que, dans un pays comme la France, on développe un secteur en abandonnant les autres ? » D'autant que l'attachement manifeste

de la présidente du CNRS au « rapport qualité/prix » laisse imaginer quels vont être les critères de sélection. À l'heure où la défense de la recherche fondamentale gagne du terrain, cette attaque contre son principal moteur est significative. « Elle est le fruit d'une politique qui privilégie les résultats à court terme et la recherche appliquée, et se met en place sans aucune concertation », dénonce Bertrand Montheubert. « Ce pilotage est le fait du prince [...], le cap changera avec l'humeur du prince », alertent les signataires de la lettre.

Autre exemple : ce sont des personnes nommées par le gouvernement, et non une part de chercheurs, comme ceux-ci le réclamaient, qui vont siéger à l'Aeres. « Une future usine à gaz qui ne bénéficiera même pas la légitimité des instances d'évaluation actuelle, tranche Bertrand Montheubert. En outre, elle ne prendra en compte que les activités de recherche et non celles, mitoyennes et souvent coordonnées, d'enseignement et d'administration. » D'où le nouvel « appel angoissé » lancé sur le site de Sauvons la recherche. Travaillant toujours à faire émerger une « prise de conscience » des citoyens, l'association poursuit sa démarche de contact avec tout le personnel politique en vue de la présidentielle.

INGRID MERCKX

## UNE FILIERE CHOCOLAT-CACAO EQUITABLE ET... EXCEPTIONNELLE !



### Une filière innovante Equateur / France

Il nous a fallu deux ans pour construire avec nos partenaires équatoriens et français cette filière et ainsi vous proposer des produits d'une qualité exceptionnelle. Les principales règles qui nous ont guidés sont certes la qualité, mais aussi la souveraineté alimentaire et l'autodétermination économique et politique de chacun des intervenants : producteurs, transporteurs, transformateurs, distributeurs et client final. Pour éviter toute dépendance, notamment à l'exportation, nous travaillons avec des agriculteurs pour qui la production de cacao n'est qu'une activité parmi d'autres et qui transforment au maximum eux-mêmes leurs produits dans leur atelier BIORASCA.

Les fèves et la pâte de cacao sont achetées directement aux producteurs 15 % plus cher que le prix moyen du marché international. La pâte est achetée à 3,5 \$ le kg,

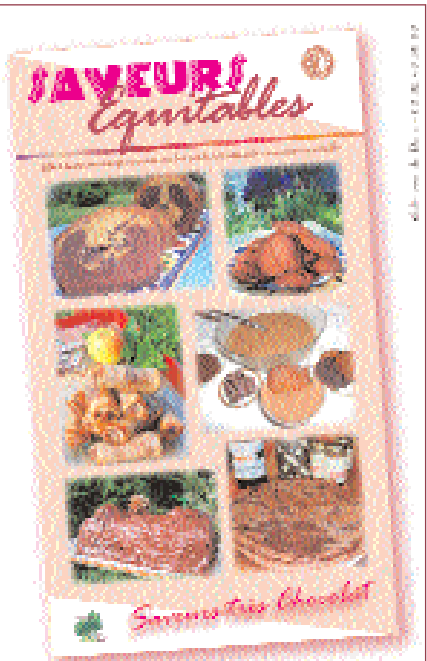


puis transportée et exportée par RANTINPAK à un prix de 4,25 \$. Les revenus ainsi dégagés permettent aux paysans de pouvoir investir de manière autonome pour améliorer leurs conditions de travail et de vie, en renforçant leur organisation, à la Coopérative ANDINES de pérenniser ses emplois et de développer son activité, et au détaillant de vivre aussi de son travail tout en vous proposant un produit de la meilleure qualité...

**ANDINES**

*D'ailleurs et Autrement*

www.andines.com - tél. 01 48 20 48 60 - 6, rue Arnold Géraux - 93450 Ile Saint Denis



**24 pages de recettes savoureuses et originales**  
**Prix public : 4,95 €**

DISTRIBUÉ PAR

**ANDINES**

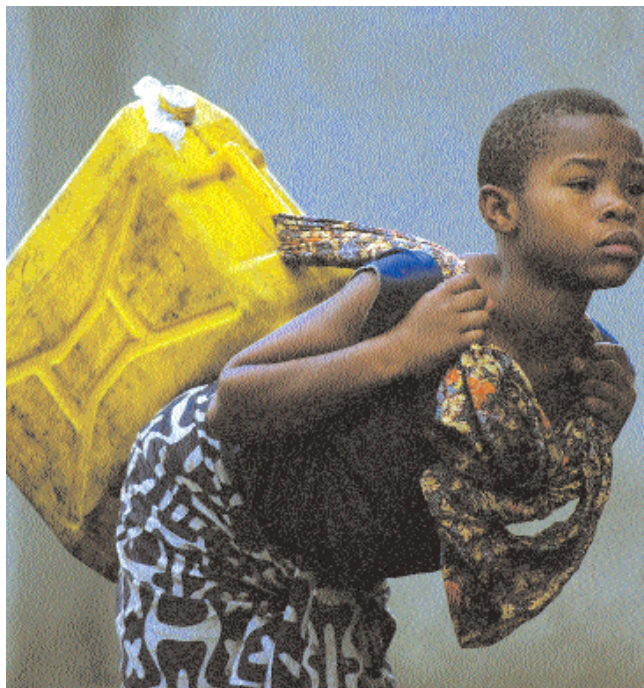
tél. 01 48 20 48 60  
6, rue Arnold Géraux  
93450 Ile Saint Denis

**NOUVELLE SOURCE D'INSPIRATION...**



# L'eau est un droit de l'homme

**PAUVRETÉ.** Le rapport 2006 des Nations unies sur le développement humain mobilise les ONG internationales autour de la crise mondiale de l'eau.



Une fillette transporte de l'eau en République démocratique du Congo. Paysage de sécheresse à Dallas. La crise de l'eau tue deux millions d'enfants par an.

LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES pour le développement (Pnud) a de nouveau tiré la sonnette d'alarme en consacrant son très attendu rapport 2006 à la crise mondiale de l'eau (1). L'organisation onusienne, qui a la lourde responsabilité de mesurer les efforts faits aux niveaux mondial et national en vue d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, recommande de « *placer l'eau au cœur des stratégies de réduction de la pauvreté* ». Car « *moins de dix ans nous séparent actuellement de l'horizon 2015* », échéance fixée pour atteindre ces objectifs, préviennent les auteurs. Ils ajoutent que la situation n'a guère changé depuis que les dirigeants du monde se sont engagés à réduire de moitié la pauvreté d'ici à cette date...

Le sommet des pays les plus riches de la planète, réunis lors du G8 d'Évian en 2003, invitait déjà la communauté internationale à redoubler d'efforts dans le domaine de l'eau. Ces États s'engageaient à jouer « *un rôle plus actif dans les efforts déployés à l'échelle internationale* » pour atteindre huit objectifs du millénaire, « *sur la base du consensus de Monterrey et des conclusions du troisième Forum mondial sur l'eau* ». En vain. « *Les mêmes États qui, au sein de l'ONU, ont reconnu le droit à l'eau refusent d'en tirer les conséquences lors d'événements internationaux consacrés à [cette question]* », ont écrit dans un appel les associations françaises à l'occasion du Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu à Mexico en mars. Les auteurs du rapport 2006 ajoutent que, si l'on ne parvient

pas « *à atteindre l'objectif relatif à l'eau et à l'assainissement, l'espoir de réaliser les sept autres objectifs s'évanouit rapidement* ». Un plan d'action mondial s'impose donc « *de toute urgence* » pour résoudre la crise croissante de l'eau et de l'assainissement, responsable de la mort de près de deux millions d'enfants chaque année, alerte le Pnud. Selon le rapport 2006, pour atteindre l'objectif du millénaire, il faudrait investir quelque 10 milliards de dollars de plus par an. « *La facture peut sembler exorbitante, mais elle doit être replacée dans son contexte. Ce chiffre représente moins de cinq jours de dépenses militaires mondiales et moins de la moitié des dépenses annuelles en eau minérale des pays riches.* »

Dès sa parution, le rapport a reçu le soutien des ONG internationales. « *Cela conforte tout ce qu'on dit depuis des années*, explique Maggie White, de l'ONG Eau vive, une des porte-parole du collectif des ONG pour l'eau en France, qui a vu le jour à l'occasion du forum de Mexico. *L'eau ne figure pas dans les priorités des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale et la Commission européenne. Et, en France, la majorité des moyens financiers de l'Agence française de développement est orientée vers les milieux urbains, qui nécessitent moins d'investissement, sans réduire les inégalités dans les pays les plus pauvres où la grande majorité de la population est rurale.* » Réunies en France dans Coordination Sud, les ONG de solidarité internationale se sont félicitées « *des analyses et recommanda-*

*tions exprimées dans le rapport mondial sur le développement humain 2006* » et ont prévu une série d'événements en association avec le Pnud jusqu'à la fin du mois de novembre (2). Le désastre constaté par le Pnud n'a donc pas surpris les ONG, qui voient aussi leurs propositions apparaître dans les recommandations de l'organisation onusienne. Telles les trois « *actions cruciales* » préconisées dans le rapport. Elles consistent à faire de l'eau un droit de l'homme, à mettre au point des stratégies nationales en matière d'eau et d'assainissement et à augmenter l'aide internationale. Kevin Watkins, un des principaux auteurs du rapport 2006, résume ainsi ces recommandations : « *Le plus grand défi qui nous attend réside dans la manière de gérer les ressources en eau pour répondre aux besoins alimentaires grandissants, tout en protégeant l'accès à l'eau des personnes pauvres et vulnérables dans un contexte de concurrence et de changement climatique.* »

THIERRY BRUN

(1) **Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau, rapport mondial sur le développement humain**, éditions Economica, 2006. Le rapport est téléchargeable en anglais sur [www.undp.org](http://www.undp.org)  
(2) **Des rencontres internationales sur le droit à l'eau se tiendront à Marseille, du 23 au 25 novembre, et visent, entre autres, à jeter les bases d'une association française des collectivités qui gèrent l'eau en régie publique.** Contact : **Fondation France Libertés**, 01 53 25 10 40, [andre.abreu@france-libertes.fr](mailto:andre.abreu@france-libertes.fr)

## Des inégalités croissantes

Le dernier indicateur du développement humain (IDH) publié dans le rapport mondial 2006 du Pnud mesure les effets désastreux de la mondialisation économique. « *L'écart entre les pays riches et les pays les plus pauvres s'élargit, en raison d'une stagnation du développement humain en Afrique subsaharienne et de l'accélération du progrès dans d'autres régions* », notent les auteurs du rapport, qui s'en prennent aux « *chantages de la mondialisation* » : « *Ils utilisent de plus en plus le langage du "village global" pour décrire ce nouvel ordre. Reste que, lorsque l'on scrute à travers la lentille du développement humain, notre "village global" paraît profondément divisé entre les rues des nantis et celles des laissés-pour-compte.* » Les auteurs mettent en évidence de profondes inégalités : « *Les revenus cumulés des 500 individus les plus riches de la planète dépassent ceux des 416 millions les plus pauvres. L'IDH de cette année contient aussi un aperçu des disparités entre catégories de revenus d'un même pays.* » On y apprend aussi que, « *tandis que les 20 % les plus riches de la population des États-Unis figurent au sommet de la liste des résultats en matière de développement humain, aux côtés de la Norvège, le quintile (1) le plus pauvre occupe une place bien inférieure, légèrement en dessous de l'IDH de l'Argentine, et au même niveau que Cuba.* » Publié pour la première fois en 1990, l'IDH donne une mesure fondée sur l'espérance de vie, l'alphabétisation, la scolarisation, ainsi que sur le revenu.

(1) Chaque quintile représente 20 % de la population étudiée.

# La griffe de Bolkestein

**SERVICES.** Le Parlement européen entérine une directive toujours aussi libérale.

DÈS LUNDI, L'ISSUE DU VOTE au Parlement européen de la directive dite « Bolkestein » de libéralisation des services ne laissait guère de doute. L'assemblée plénière devait donc adopter en deuxième lecture, mercredi, une directive qui a le soutien de la majorité parlementaire de la droite chrétienne-démocrate et libérale, ainsi que de la majorité des sociaux-démocrates. On savait en effet dès lundi que le Parti populaire européen (droite), première force du Parlement, ne déposerait aucun amendement, pour éviter toute procédure de conciliation qui jetait aux oubliettes la directive. Côté Parti socialiste européen (PSE), Evelynne Gebhardt, rapporteur du texte, a aussi renoncé à cette perspective, estimant que la Commission européenne devrait apporter d'hypothétiques clarifications sur la protection des droits nationaux du travail.

« *Je pense que le dossier sera bouclé* », s'est félicitée dès le 10 novembre la sociale-démocrate allemande. Seuls les groupes de la Gauche unitaire européenne (GUE, rassemblant les communistes et l'extrême gauche) et des Verts ont déposé des amendements de rejet. Quelques députés européens socialistes ont aussi déposé individuellement des amendements de rejet.

La majorité parlementaire européenne a donc choisi la voie d'une « capitulation » devant le Conseil européen et la Commission européenne. Les deux exécutifs avaient en effet balayé en octobre un texte modifié par le Parlement européen et adopté en février en première lecture. L'actuel texte est donc une mouture présentée par le Conseil européen, qui, même sans le principe du pays d'origine (PPO), programme une dérégulation massive. L'accès au marché des sociétés devrait être facilité, grâce à l'obligation de mettre en place des « guichets uniques » où seront effectuées les démarches administratives, reconnaît un spécialiste du texte à l'Unice, l'organisation patronale européenne. Et, si le PPO a disparu, le texte « *n'affirme pas la primauté du droit du pays d'accueil pour le détachement permanent* » d'un prestataire de services, explique Raoul Marc Jennar, chercheur à l'Unité de recherche, de formation et d'information sur la globalisation (Urfig) et à la Fondation Copernic. La directive laisse ainsi « *libre cours à la jurisprudence de la Cour de justice, qui privilégie le droit du pays d'origine* ». Plus grave, la directive Bolkestein, qui avait en partie suscité le vote en faveur du « non » au traité constitutionnel européen, devrait entraîner « *un abandon de souveraineté des États en confiant à la Commission européenne un droit de regard sur les législations nationales*, estime Raoul Marc Jennar. *Ce qui implique un droit de regard sur les pouvoirs locaux.* »

Loin d'être « *mise à plat* », comme l'a déclaré Jacques Chirac, la directive Bolkestein n'ira pas non plus, comme l'a affirmé la direction du parti socialiste en 2005, « *dans les poubelles de l'histoire* ». Elle devra être transposée dans les deux ans qui suivront son adoption définitive en Conseil des ministres par les 25. Retour de l'histoire, la France aura donc à nouveau à en débattre dans les années à venir.

THIERRY BRUN

## À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

# Croissance et inégalités



JEAN GADREY, Professeur émérite à l'université Lille-I

« *La croissance n'est pas le problème, c'est la solution.* »

Cette affirmation de George W. Bush, appliquée aux inégalités sociales, fait autorité depuis longtemps. On l'appelle la « loi de Kuznets », du nom d'un économiste américain, prix Nobel en 1971. Sans forcément connaître ce théoricien, nombre de personnes sont convaincues que la croissance économique est, sinon la solution, en tout cas la condition *sine qua non* d'une lutte contre les inégalités sociales. Or, si les faits semblaient donner raison à Kuznets des années 1950 à la fin de la décennie 1970, tel n'est plus le cas dans la majorité des pays depuis les années 1980. Il n'est nul besoin d'avoir fait des études économiques pour voir où le bât blesse dans l'énoncé de cette « loi » : la croissance de la taille du gâteau (la richesse économique produite) n'a strictement rien à voir avec sa répartition entre les participants au festin (les inégalités économiques). Sauf si l'on suppose que l'on tend à partager plus équitablement un gâteau qui devient plus gros, hypothèse très optimiste comme on va le voir avec le meilleur exemple qui soit : les États-Unis.

Ce pays est un cas d'école puisque c'est à la fois celui où le nouveau capitalisme est né et où il s'est implanté le plus vite, et celui qui affiche, de 1982 à 2005, une croissance économique (3,35 % par an en moyenne) à faire pâlir notre pays (et bien d'autres), qui ne parvient sur la même période qu'à un maigre 2,1 %. Or, que constate-t-on ? Que c'est aussi – et de loin – le pays développé où les inégalités de revenu sont les plus importantes et, avec la Grande-Bretagne, celui où elles ont le plus fortement progressé en vingt ans. Par exemple, le pouvoir d'achat du salaire moyen y est aujourd'hui inférieur à son niveau de 1965, alors que la richesse créée par personne (le PIB par habitant) a plus que doublé ! Où sont donc passés les fruits de cette superbe croissance ? Comment la richesse supplémentaire a-t-elle été distribuée ? De trois façons. Elle a servi à rémunérer de plus en plus d'autres ressources que le travail : dividendes versés aux

actionnaires et bénéfices de placements financiers de toutes sortes des couches aisées. Puis elle a permis aussi de rémunérer mieux les patrons et cadres dirigeants, dont les revenus (salaires, *stocks options* et autres avantages) ont explosé. Ces deux facteurs conjugués font que, selon le Congrès lui-même, le surplus (considérable) de richesses créées de 1979 à 2000 est allé pour 1,4 % seulement dans les poches des 20 % les plus pauvres, mais pour 73 % dans celles des 20 % les plus riches, parmi lesquels les 1 % les plus riches ont perçu à eux seuls 36,5 % !

Enfin, cette richesse additionnelle a servi à rétribuer le travail non pas mieux mais plus – c'est-à-dire en comptabilisant davantage d'heures de travail annuelles par salarié. Entre 1970 et 1990, leur volume a progressé de 163 heures (l'équivalent d'environ un mois de travail en plus), ainsi que l'a montré la sociologue Juliet Schor dans un livre au grand retentissement publié en 1991 : *The Overworked American* (« *L'Américain surchargé de travail* »). Depuis 1990, la tendance à la hausse s'est poursuivie : pour pouvoir maintenir son pouvoir d'achat dans la moyenne, un salarié américain doit aujourd'hui travailler 36 % de plus qu'il y a trente ans.

Non seulement la croissance n'a pas de vertu de réduction des inégalités à court et moyen termes, mais, sauf réorientations profondes et urgentes que l'on ne voit guère venir, elle pourrait bien constituer la plus grande menace pour l'égalité entre les générations présentes et les générations futures. Les jeunes sont déjà aujourd'hui victimes d'inégalités en tout genre (précarité, salaires, logement). Mais, avec l'augmentation de la pression sur l'environnement liée à la poursuite de la croissance matérielle, on peut craindre bien pire à l'avenir, pour eux-mêmes et pour leurs descendants. Et ces atteintes aux conditions de vie seront des vecteurs de nouvelles inégalités :

elles affecteront d'abord (et elles affectent déjà) les plus pauvres de la planète, et les plus pauvres chez nous. La grande question sociale du XXI<sup>e</sup> siècle sera celle de l'inégalité des droits à un environnement vivable et des droits à exercer des pressions sur cet environnement, dans un contexte mondial de croissance démographique et d'aspirations légitimes au bien-être. Elle exige des débats sérieux, partant de l'idée que la croissance n'est pas la solution : c'est le problème.

La croissance pourrait bien constituer la plus grande menace pour l'égalité entre les générations présentes et les générations futures.



TRIBUNE

# Un procès équitable pour Mumia

La ville de Philadelphie charge des lobbyistes de faire pression sur ceux qui soutiennent Mumia Abu Jamal. Patrick Braouezec et Mireille Fanon-Mendès-France\* appellent à ne pas céder.

DERNIER WEEK-END D'OCTOBRE, dimanche matin, 8 h 30, le premier soleil de l'hiver rase les barbelés entourant la prison de Greene, où, depuis un quart de siècle, Mumia Abu Jamal, journaliste afro-américain, est emprisonné dans le couloir de la mort. Silhouettes perdues sur le parking de la prison, nous nous rendons vers l'accueil, où des gardiens nous dirons si nous sommes autorisés à le rencontrer. Mumia n'a droit, depuis vingt-cinq ans, qu'à une seule visite par semaine. Nous venons de loin, mais nous savons qu'il a fait passer notre manifestation de solidarité devant sa famille et ses amis. Un quart de siècle à crier son innocence et à construire, avec ses avocats, des appels sans cesse rejetés. Vingt-cinq ans à attendre que son droit à un vrai procès soit reconnu. Autant d'années à vivre la tête haute, le regard projeté au-delà des murs, l'esprit à l'écoute, à persévérer dans sa présence au monde en publiant des chroniques, écrites dans l'isolement de sa cellule et transmises lors d'appels téléphoniques à sa famille.

Qui, aujourd'hui, ne connaît Mumia et son combat ? Il est citoyen d'honneur de 21 villes françaises, dont Paris, de 5 villes étrangères, dont San Francisco. Privilege rare, la ville de Saint-Denis (93) a donné son nom à l'une de ses rues, et le quartier de Harlem à New York entend faire de même. Oui, Mumia Abu Jamal clame son innocence, revendique, jusqu'à son dernier souffle, le droit de tous à un procès juste et impartial, mais il entend aussi faire respecter le droit à la vie, tel qu'il est précisé dans le Protocole facultatif additionnel au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Son combat est celui des sans-voix, hors de la prison mais aussi à l'intérieur, et sur l'ensemble du continent nord-américain. Mumia Abu Jamal est connu et célèbre. Il réfléchit, s'exprime, donne son avis, se bat. Il effraie aussi : sa voix portée par ses amis, ses soutiens et de nombreux militants fait peur, ici, et là-bas. Son combat est le nôtre, notre combat le sien. Devant ce soutien et cette pugnacité sans faille, la justice tente de le museler.

Robert Bryan, son avocat, vient, une fois encore, de déposer un mémoire devant la cour d'appel fédérale du 3<sup>e</sup> circuit. Il porte sur trois points. Le premier concerne le droit à la présomption d'innocence, qui n'a pas été respecté par le premier procureur. Celui-ci, en effet, a incité le jury à déclarer Mumia coupable alors qu'aucun élément fiable ne le permettait. Le second point précise que ce même procureur a fait preuve de racisme en révoquant des jurés en fonction de leur appartenance ethnique – 15 sur 39 ont été exclus ; parmi eux, 10 étaient noirs. Enfin, l'un des juges, en manifestant ouvertement des sentiments racistes, a retiré toutes les chances de Mumia Abu Jamal d'accéder à un procès équitable. Aujourd'hui, ce recours est déposé devant trois juges de la cour d'appel. S'ils estiment recevable l'une ou

P. B. ET M. F.-M.-F.

\* Patrick Braouezec est député de la Seine-Saint-Denis, Mireille Fanon-Mendès-France est membre du Cedetim et du collectif national de soutien à Mumia Abu Jamal.

ICI...

## Mauvaise chute

Dieudonné aime les provocations jusqu'à en faire des spectacles. La visite de l'humoriste, samedi, à la fête du FN, où il compte, comme *Politis* a pu le constater, quelques amis à l'antisémitisme affiché, n'avait pourtant rien d'un sketch. Ses poignées de main avec Jean-Marie Le Pen ou Bruno Gollnisch, à qui il avait apporté son soutien au printemps 2005 lorsque ce dernier était poursuivi pour révisionnisme, marquent l'aboutissement d'un parcours détestable.

## Le choix de Mme Hollande

Le 9 novembre, la section PS de Cannes tenait, comme toutes les sections de France ces jours-ci, une réunion de présentation des candidats à la désignation socialiste. À l'issue de celle-ci, le représentant de Laurent Fabius a eu la surprise de voir la mère et le frère de François Hollande venir lui confier qu'ils ne s'abstiendraient pas comme ils en avaient « l'intention », mais que, « convaincus par son argumentaire », ils voteraient « probablement Fabius ».

## Les jeunes avec Fabius

Officiellement, le MJS n'a qu'un candidat : le projet socialiste. Aux côtés de Laurent Fabius, lundi, à Marseille, le président du MJS a donc banalisé sa présence : « *Je suis venu parce que c'est un militant, un camarade, mais c'est vrai qu'il y a une résonance particulière entre ce qu'il dit et ce que nous portons* », a indiqué Razzye Hammadi. Après Bruno Julliard, président de l'Unef, qui avait assisté à une réunion semblable dans les Hauts-de-Seine, cette participation est révélatrice de l'inclination des jeunes socialistes, qui, très majoritairement, ne goûtent pas les positions prétendument rénovatrices de Ségolène Royal.

## Sarko fait des bulles

Le ministre de l'Intérieur est décidément un animal médiatique. Une « première BD-enquête politique » paraît chez Vent d'ouest sous le titre : *la Face cachée de Sarkozy*. S'y mêlent biographie et anticipation : en 2098, un étudiant en sciences politiques soutient, devant un jury bigarré conforme aux lois sur la discrimination positive, une thèse sur le sarkozysme, un des « *phénomènes politiques les plus fascinants du début du siècle* ». Présenté comme un « *ovni journalistique* », cet album serait doué d'un « *sens de la satire et de la parodie vertigineux* ». Illustré par Riss, du *Canard enchaîné*, il a été coécrit par Richard Malka, avocat, et Philippe Cohen. Celui-là même qui signa, avec Pierre Péan, *la Face cachée du Monde*.

## Coup de force

Candidate au service de prêt de vélos dans la capitale, la société JCDecaux, qui avait déposé un recours au tribunal administratif pour demander au juge « *de contrôler le respect des règles de publicité et de mise en concurrence auxquelles sont soumis les marchés publics* », a obtenu gain de cause le 9 novembre. La Ville de Paris a déploré l'annulation d'une démarche dans laquelle un des concurrents « *s'était engagé depuis plus de six mois* ». Le groupe Vert au Conseil de Paris s'est insurgé contre JCDecaux, qu'il accuse de « *saborder* » le projet pour « *préserver son magot* ». Pour le collectif Vélorution, la victoire juridique de celui qui gère déjà le mobilier urbain parisien « *souligne tous les risques du recours à un prestataire privé pour la mise en œuvre de ce qui devrait être un véritable service public des transports* ».

# Échos

# de la semaine

...VU

## Débats socialistes

Il faut s'en féliciter : le dernier des trois débats entre les postulants candidats socialistes a été de bonne tenue. DSK, Laurent Fabius et Ségolène Royal ont rivalisé sur la politique internationale (beaucoup) et sur l'écologie (très peu). On les attendait au tournant de trois dossiers : l'Europe, le Proche-Orient et l'Iran. Sur l'Europe, avantage Fabius, qui a pu faire valoir son vote, en 2005, en cohérence avec la majorité de la gauche, et des Français.



Sur le second dossier, DSK, connu pour son engagement pro-israélien, a été d'une grande prudence, tout en laissant paraître son penchant (pas de dialogue avec le Hamas et un vague État palestinien). Fabius l'a tout de même pris en contre : « *Il ne suffit pas d'être pour un État palestinien, encore faut-il dire que celui-ci doit être viable*. » Et de vanter notamment la nécessité d'une liaison routière entre la Cisjordanie et Gaza. En revanche, pas question pour lui non plus de discuter avec le Hamas « *tant que celui-ci n'aura pas reconnu Israël* ». Nettement plus audacieuse sur le sujet, Ségolène Royal a promis pour sa part de « *parler avec le Hamas* » et d'en appeler à un retour de l'aide européenne aux Palestiniens. La candidate s'est montrée moins à l'aise sur le dossier nucléaire iranien, où elle a confondu, semble-t-il, nucléaire civil et militaire, se promettant de s'opposer à l'un et à l'autre. Lapsus ou ligne délibérée ? Dans la deuxième hypothèse, cela situerait Ségolène à droite de George W. Bush. D'où une certaine incohérence en regard d'une position plutôt courageuse sur la Palestine.

...ET AILLEURS

## Peine absurde

Membre de l'ETA auteur de nombreux assassinats, Iñaki de Juana Chaos est entré en prison en 1987. Sa peine se terminait fin 2004, mais il a été à nouveau poursuivi et vient d'être condamné à plus de douze ans de prison pour deux lettres publiées dans la presse dénonçant la politique de l'État espagnol. De l'autre côté, l'agitation de rue menée par les séparatistes s'intensifie. Et, samedi, 40 000 personnes ont manifesté pacifiquement à Bilbao pour soutenir le processus de paix, ouvert en mars dernier. Les indépendantistes ont alors demandé au gouvernement espagnol l'ouverture d'un « *dialogue politique et public* ». ... qui tarde à venir après huit mois de trêve de l'ETA.

## Négociation à l'iranienne

Des négociations qui ne mènent à rien, mais surtout aucune pression. Voilà en somme ce que demandent les Iraniens aux Occidentaux, qui, devant l'échec des premiers pourparlers menés par les Européens avec la bénédiction des États-Unis, envisagent de proposer des sanctions économiques et diplomatiques au Conseil de sécurité de l'ONU si l'Iran ne renonce pas à son programme nucléaire. « *L'adoption de toute résolution [...] signifie un changement de direction et la fin de la voie de négociations* », a déclaré Ali Larjani, le chef des négociateurs iraniens. C'est à se demander qui fait pression sur qui...

## Le Niger expulse

Venu participer au Forum social du Niger et à une Caravane des alternatives comme secrétaire général du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde, le Français Claude Quémar s'est fait expulser par les autorités de ce pays. « *Ma participation à un débat sur la Francafrique, avec un camarade de Survie, ma présence à la tribune de lancement du Forum, ma participation à la première plénière, les nombreuses interviews sollicitées par les médias locaux, tout cela faisait du CADTM une des cibles possibles* », explique l'intéressé, qui conclut : « *Le gouvernement aboie, la caravane passe.* »

## Imbroglgio

Le Conseil de sécurité de l'ONU, sur proposition de Paris, vient de confier au Premier ministre ivoirien, Charles Konan Banny, des pouvoirs renforcés pour lui permettre de mener à bien la préparation d'élections démocratiques et le désarmement des rebelles comme des milices fidèles au président Laurent Gbagbo. Ce dernier s'y oppose et bénéficie du soutien des forces de sécurité, que l'ONU a pourtant placées sous l'autorité de Banny. Il pointe que l'ONU n'a pas suspendu la Constitution, et que ses prérogatives sont donc maintenues. L'ONU, réduite aux demi-mesures, aurait-elle encore compliqué l'imbroglgio ivoirien ?



## Attention changement !

Jean-Marie Le Pen n'est plus tout à fait le même. Le chef de file de l'extrême droite, qui se présentait il y a deux décennies comme le « *Reagan français* », s'en prend désormais aux « *théoriciens libéraux* », aux « *libéraux-sociaux* » comme aux « *sociaux-libéraux* ». À « *la droite du CAC 40* » comme à « *la gauche de la trahison ouvrière* ». Il les accuse d'avoir « *menti sur les bienfaits de la rigueur, du passage à l'euro et de la mondialisation heureuse* », regrette « *la France de l'économie mixte voulue à la Libération* » et son fameux Plan, dont il réclamait la suppression des crédits à l'Assemblée nationale, entre 1986 et 1988. Mieux, il dénonce « *les privatisations* » qui ont bradé « *le bien commun de la Nation* », se pose en défenseur d'un « *service public de qualité* » et parle de « *développer les sociétés publiques exerçant leur activité dans le domaine stratégique* » de l'énergie... Tout cela au nom du « *droit à l'eau, au gaz, à l'électricité, à recevoir [son] courrier* ». Au nom aussi de l'égalité, subitement érigée en « *second principe fondamental* » de son action, le premier étant la liberté. Non content de s'affirmer républicain, le Le Pen 2007 fustige « *l'abandon de la laïcité, seul principe capable de maintenir le vivre-ensemble* », et se présente volontiers comme la « *conscience progressiste* » du pays, « *l'homme du changement et non de la rupture bidon* ». Quitte à reprendre sans vergogne quelques thèmes – défense des ouvriers et même des... fonctionnaires accusés à tort d'être « *absentéistes* » – et formules de la gauche – « *une autre Europe est possible* ». Soucieux de « *transcender la gauche et la droite* », au nom d'un populisme assumé, Jean-Marie Le Pen n'oublie certes pas ses vieux poncifs sur la préférence nationale, la baisse des impôts, la suppression des 35 heures, la fin de la retraite à 60 ans, etc. Mais la gauche serait bien inspirée de prendre garde à ce nouveau discours conçu pour séduire un électorat populaire qui n'a que trop de raisons de protester.

MICHEL SOUDAIS

## LE CHIFFRE

**218 771** adhérents socialistes composent le corps électoral appelé à désigner, ce 16 novembre, le candidat du PS à la présidentielle. Parmi eux, il y aurait, selon Philippe Bonnefoy, responsable PS aux adhésions, 68 049 nouveaux adhérents ayant rejoint le PS avant le 1<sup>er</sup> juin 2006 par Internet. La fédération de Paris est désormais la plus importante (18 005 adhérents), devant le Pas-de-Calais (14 087), le Nord (10 748), les Bouches-du-Rhône (9 681) et l'Hérault (7 236). Cette forte croissance et le retour de plus de 30 000 « *maintenus* » – des militants qui n'étaient pas à jour de cotisation lors du congrès du Mans mais le sont maintenant – rendent aléatoire tout pronostic.

...LU

### Loyal ?

« *Toutes les garanties ont été données pour un vote loyal* », affirme François Hollande dans *20 Minutes* (14 novembre). Toutes ? Dans l'Hérault, ce sont surtout les conditions d'un vote Royal qui semblent réunies. Les mandataires de Laurent Fabius dans ce département ont listé de nombreuses anomalies : refus de mettre en place la Commission de suivi de campagne interne et de communiquer les dates et lieux des débats contradictoires ainsi que les lieux de vote de toutes les sections. « *Demandée depuis le 13 octobre, la liste des secrétaires de section à contacter arrive le 9 novembre après tous les débats. Elle ne comporte ni les numéros de téléphone ni les mails !* », rapporte Jean-Luc Mélenchon sur son blog. Quant à la liste électorale par section, elle est tenue secrète...

### Mise en garde

Prédiction du sociologue Emmanuel Todd, dans un entretien accordé à *Parti pris* (novembre 2006), un mensuel socialiste : « *Si Royal est effectivement désignée candidate, on aurait trois candidats principaux, une candidate de centre droit, Ségolène Royal ; un candidat de droite extrême, Sarkozy ; et un candidat d'extrême droite, Le Pen. Ce choix entre trois candidats de droite me paraît bizarre parce que je sens plutôt le pays, en termes de confrontation sociale, dériver vers la gauche.* » Le sociologue, hostile à la notion de « *jury populaire* », craint que le « *discours niais* » de la candidate sur « *les bienfaits de la décentralisation* » nous fasse « *franchir un seuil inacceptable dans les processus de ségrégation* ».



# Dossier

Les élections professionnelles de la police débutent le 20 novembre. Alors que des affrontements ont opposé récemment, en banlieue, des jeunes et les forces de l'ordre, les demandes de politique sécuritaire sont vives de la part de certains syndicats. Nul doute qu'ils ont l'oreille de Nicolas Sarkozy. Quel est le poids des policiers sur la politique du ministre de l'Intérieur ?

SARKOZY ET LA POLICE

## Un candidat sous influence

UN DOSSIER COORDONNÉ  
PAR CLOTILDE MONTEIRO ET OLIVIER DOUBRE

Nicolas Sarkozy n'est pas seul aux manettes place Beauvau. Si la relation incestueuse entre le ministre de l'Intérieur et les syndicats de police Alliance et Synergie n'est plus à démontrer, elle mérite d'être soulignée à l'heure où la campagne des élections professionnelles de la police bat son plein. Les fonctionnaires de police se prononceront, en effet, sur le syndicat majoritaire entre le 20 et le 23 novembre. Les violents affrontements de ces dernières semaines entre les forces de l'ordre et certains groupes de jeunes en banlieue ont notamment été une nouvelle occasion pour ces syndicats d'infléchir la politique du ministre de l'Intérieur dans le sens d'une surenchère sécuritaire. Ils réclament désormais que soient jugés aux assises ceux qui s'en prennent aux forces de l'ordre et aux pompiers, sans distinction entre les mineurs et les majeurs. Le « patron » de la place Beauvau n'a pas manqué de répondre aussitôt à cette demande en promettant publiquement d'amender dans ce sens le très controversé projet de loi relatif à la prévention de la délinquance, que vient d'approuver le Sénat et qui est sur le point d'être discuté à l'Assemblée. De là à dire que Nicolas Sarkozy se fait dicter sa conduite, il n'y a qu'un pas, allégrement franchissable. Alors que l'un des responsables régionaux d'Alliance, Yves Louis, avait demandé, fin octobre, au « ministre-candidat » de quitter ses fonctions et « de se consacrer à ses ambitions personnelles », le syndicat avait réaffirmé son attachement à la politique de Nicolas Sarkozy. Mais le communiqué signé du secrétaire général, Jean-Claude Delage, demandait de nouveau que « le ministre de l'Intérieur



Nicolas Sarkozy avec un pistolet à décharge électrique.

obtienne très rapidement la création de peines planchers [...] nécessaires à la condamnation des agresseurs des dépositaires de l'autorité publique ou des personnes vulnérables ». Au lieu de réformer la police en profondeur, Nicolas Sarkozy a préféré lui conférer plus de pouvoir, pour satisfaire ces relais d'opinion que sont les syndicats, en échange de « bons et loyaux services » (voir entretien p. 15).

Le tragique incendie d'un bus à Marseille et la dégradation des relations entre les populations

des banlieues et les fonctionnaires de police sont aujourd'hui autant de grain à moudre pour les syndicats de police à l'heure des élections professionnelles. Si les syndicats de gardiens de la paix et d'officiers Alliance et Synergie considèrent que le ministre de l'Intérieur a tenu ses engagements, des voix discordantes sont à nouveau audibles. L'Union nationale des syndicats autonomes-Police (Unsa-Police), syndicat de gardiens de la paix proche du parti socialiste et en particulier de Ségolène Royal, prône pour ces élections le rapprochement de la police et de la population et le retour d'une police de proximité, supprimée par Nicolas Sarkozy à partir de 2002. Nul ne peut prévoir lequel de ces deux camps l'emportera à l'issue du scrutin, mais il est certain que le résultat pèsera dans la balance présidentielle. L'enjeu est donc de taille. D'autant que l'Unsa-Police vient de voir sa position renforcée depuis sa réunification avec le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT). Aux dernières élections, l'ensemble des syndicats policiers de gauche ont réuni un peu plus de 60 % des suffrages, mais aucun n'a réussi à être majoritaire. L'Unsa-Police avait totalisé 22,09 % des voix, le SNPT, faisant alors cavalier seul, plafonnait à 25,86 %, et le Syndicat général de la police-Force ouvrière (SGP-FO), historiquement le premier syndicat de police en France, devait se contenter de 12,48 % des voix, contre 32,16 % (pour la première fois) pour Alliance. Si le SGP perd du terrain à cette élection, l'Unsa-Police pourrait faire une « OPA » sur ce syndicat historique. Cette recomposition à gauche verrait se reconstituer une force égale



En juillet 2003, à Paris, Nicolas Sarkozy salue le directeur de la police urbaine de proximité, Éric Le Doiron. Une police de proximité qu'il a démantelée.

à l'ex-surpuissante Fédération autonome des syndicats de police (Fasp), qui pourrait à l'Unsa et premier syndicat chez les officiers). Dans ce courrier, le secrétaire général du Snop, Dominique Achispon, déploie que les policiers soient « devenus les pions d'enjeux politiques, discréditant, aux yeux de l'opinion, la noblesse de leur mission » et réclame une « sanctuarisation du traitement de l'insécurité, pour la soustraire aux aléas de l'alternance politique ». Un discours pas vraiment de gauche. Ce syndicat est emblématique de la mutation sociologique qui s'est progressivement opérée au sein du corps de commandement de la police. Les officiers de police sont désormais recrutés presque exclusivement dans les facs de droit. La plupart d'entre eux ont choisi ce métier par défaut, après avoir raté les concours de commissaire et/ou de magistrat. Le bureau du Snop, autrefois PS, est désormais partagé entre une gauche « très à droite » et une droite plutôt chiraquienne. Mais, aujourd'hui, tous s'entendent pour dénoncer l'instrumentalisation des personnels de police par le ministre de l'Intérieur, à des fins électoralistes. Les critiques adressées à Nicolas Sarkozy ne proviennent pas des seuls gardiens de la paix. Le Monde du 7 novembre faisait état d'une lettre adressée la veille à Jacques

Chirac, et non à Nicolas Sarkozy, signée du Syndicat national des officiers (Snop, affilié à l'Unsa et premier syndicat chez les officiers). Dans ce courrier, le secrétaire général du Snop, Dominique Achispon, déploie que les policiers soient « devenus les pions d'enjeux politiques, discréditant, aux yeux de l'opinion, la noblesse de leur mission » et réclame une « sanctuarisation du traitement de l'insécurité, pour la soustraire aux aléas de l'alternance politique ». Un discours pas vraiment de gauche. Ce syndicat est emblématique de la mutation sociologique qui s'est progressivement opérée au sein du corps de commandement de la police. Les officiers de police sont désormais recrutés presque exclusivement dans les facs de droit. La plupart d'entre eux ont choisi ce métier par défaut, après avoir raté les concours de commissaire et/ou de magistrat. Le bureau du Snop, autrefois PS, est désormais partagé entre une gauche « très à droite » et une droite plutôt chiraquienne. Mais, aujourd'hui, tous s'entendent pour dénoncer l'instrumentalisation des personnels de police par le ministre de l'Intérieur, à des fins électoralistes.

Si ces critiques correspondent aussi à des manœuvres politiciennes de la part des syndicats, destinées à influencer sur le cours des élec-

tions professionnelles, elles demeurent une réalité, dénoncée par le Syndicat de la magistrature en juin dernier dans sa « Lettre ouverte à M. Sarkozy, ministre de l'Intérieur ». Une lettre qui répondait au courrier adressé par le patron de la place Beauvau à Jean-Pierre Rosenczveig, président du tribunal de Bobigny, et qui a contribué à la dégradation des relations entre les magistrats et le ministère de l'Intérieur. Nicolas Sarkozy y interpellait le président de ce tribunal sur le bien-fondé des décisions judiciaires prises au sujet des mineurs de Seine-Saint-Denis. Dans la lettre ouverte du Syndicat de la magistrature, son secrétaire général, Côme Jacqmin, dénonçait, entre autres, « la violation flagrante du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs [...], une démarche inquiétante de la part de quelqu'un qui aspire à être le gardien des institutions », et les ravages de la « tolérance zéro » mise en place par Nicolas Sarkozy. Quelle que soit l'issue de ce scrutin professionnel, la collusion inéluctable entre le syndicat élu et le pouvoir perdurera. La Fasp faisait la pluie et le beau temps sous Pierre Joxe. Joaquin Masanet, secrétaire général d'Unsa-Police, est déjà un des consultants de Ségolène Royal sur les questions de sécurité.

CLOTILDE MONTEIRO

### Des moyens pour quoi faire ?

Coincidence ? Alors que les élections professionnelles de la police débuteront le 20 novembre, l'examen par les députés de la loi « sur la prévention de la délinquance » commencera le lendemain, avec pour principal objectif le durcissement de l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs. Cette question occupe en effet une place importante dans le débat sur la sécurité, essentiellement du fait du matraquage médiatique orchestré par Nicolas Sarkozy sur cette question, même si les juges des enfants ne constatent pas de hausse de la gravité et du nombre des affaires qu'ils ont à connaître mais se plaignent plutôt des moyens dont ils disposent.

La question des moyens dans la police est, elle aussi, un des enjeux importants dans cette campagne en vue des élections professionnelles, à un moment où la « culture du résultat », qui se traduit par la seule logique du « chiffre » des infractions constatées, est de plus en plus décriée au sein de la police (notamment par les syndicats Unsa-Police, le SNPT, Force ouvrière, et même chez les officiers du Snop). Cependant, l'Assemblée nationale a adopté le 8 novembre le budget 2007 de la sécurité, qui s'élève à 15,68 milliards d'euros (dont 8,19 pour la police et 7,48 pour la gendarmerie). Reste à savoir comment ils seront utilisés... Outre plus de 15 000 employés administratifs, techniques et scientifiques, il y a aujourd'hui en France 104 086 gardiens de la paix, 13 176 officiers et 1 691 commissaires et hauts fonctionnaires qui travaillent dans la police nationale. Soit plus de 150 000 personnes.

O. D.



# Dossier

## « Les moyens sont insuffisants »

Les policiers jugent l'action du ministre. Si certains estiment qu'il a tenu ses engagements, le mécontentement domine.



De nombreux policiers en ont ras le bol de la « culture du résultat » et des atteintes à leurs missions de service public.

La voix de la police est souvent celle de son maître, Nicolas Sarkozy. Les élections professionnelles des forces de l'ordre sont l'occasion d'écouter ce qu'ont à dire les policiers eux-mêmes. Et de jauger le rôle et l'influence des syndicats sur la politique du ministre de l'Intérieur. Nicolas Sarkozy est-il le « premier flic de France » parce qu'il en est le chef et celui qui décide en vue des intérêts de la République et de la sécurité des citoyens ? Ou n'est-il que la marionnette des intérêts catégoriels et des exigences de son administration ? Celui qui endosse les habits du « superflic » attisant les peurs et garantissant l'ordre afin de complaire aux policiers en mal de reconnaissance et d'augmenter le pouvoir de son ministère ?

Dans la police, à quelques mois de la présidentielle, c'est l'heure de choisir son camp. Pour les syndicats qui soutiennent le président de l'UMP et sont majoritaires depuis le scrutin de 2003, il n'y a pas de doute : Nicolas Sarkozy « a tenu ses engagements. Il a mis le doigt là où ça fait mal en demandant aux flics de rentrer dans certains quartiers », explique Bruno Beschizza du syndicat d'officiers Synergie. Jean Claude Delage, du syndicat Alliance, majoritaire chez les gardiens de la paix, confirme : « Il a marqué son attachement à la police et l'a soutenue quand elle était attaquée. » Les autres syndicats ne sont pas si enthousiastes. David Barbas, secrétaire national du syndicat des officiers Snop, accuse Synergie et Alliance « d'avoir troqué leurs cartes de perquisition contre des cartes de presse. Nicolas Sarkozy commence à ressembler à ses prédécesseurs Il y a eu certes des moyens mis en place, mais cela reste insuffisant. Et, en ce qui concerne les effectifs dans les quartiers difficiles, c'est catastrophique. Plusieurs commissariats ont été supprimés et il n'y a plus de contact entre les habitants des cités et les policiers. » Le mécontentement semble même s'intensifier, comme en témoignent les manifestations de jeudi 9 novembre à l'appel du syndicat Unsa-Police, qui ont regroupé plus de 3 000 manifestants. Pour l'Unsa, qui compte bien retrouver son leadership, les principales

revendications portent sur les violences à l'égard des policiers, le niveau des salaires et le régime des retraites, mais également sur la mission de la police. « On doit retrouver le "service public police". Il faut se rapprocher de la population et non l'inverse, avec une présence en uniforme et une écoute 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans les cités. Les collègues en ont ras le bol de cette culture du résultat et des primes au mérite qui divisent les policiers et les séparent des gens », explique son secrétaire Joaquin Masanet. Deux cultures s'affrontent donc à l'occasion des élections, l'une axée sur le maintien de l'ordre et la répression, l'autre sur la mission républicaine de service public et de sécurité. Cependant, Yvon Castel, ex-dirigeant de l'ancien syndicat majoritaire des gardiens de la paix, la Fasp (dont une partie des membres ont rejoint l'Unsa et fondé l'Unsa-Police), déplore « la frilosité des syndicats de gauche dans la condamnation de la politique de Sarkozy, qui sème les graines de la violence dans les banlieues et ne règle aucun problème ». Mais le ministre a su diviser les syndicats. Alors que la Fasp représentait 80 % des gardiens de la paix avant 2003, les trois organisations actuelles (Alliance, Unsa et SGP-FO) plafonnent chacune aujourd'hui à 30 %. Cela rend difficile la contestation. De plus, il sait caresser la police dans le sens du poil : « Il surfé sur la vague sécuritaire, et, plus on augmente les pouvoirs de la police, plus elle va les utiliser », explique Yvon Castel. « Le ministre n'a pas réussi à réformer la police, et c'est pour cela qu'il n'est pas le chef qu'il prétend être. Il a maintenu une politique de maintien de l'ordre et non une politique de sécurité. Il n'y a pas de policiers dans les quartiers mais des cars de CRS prêts à intervenir ponctuellement en cas d'insurrection. Pour changer les choses, il aurait fallu avoir du courage et mécontenter la hiérarchie. Mais la plupart des conseillers du ministre sont des officiers. Si les commissariats de quartier sont fermés, c'est par manque de volonté politique et parce que les commissaires ne veulent pas redéployer les effectifs. Le concept, c'est la centralisation : il faut qu'un maximum de personne soit mobilisable en une minute, alors qu'il faudrait revenir à une politique plus proche des citoyens. » Le désaveu est sévère pour un candidat qui prétend répondre aux attentes des Français.

JEAN-BAPTISTE QUIOT

## « Bamboula »

Younsy, 23 ans, est chômeur et DJ dans un groupe de rap à Mantes-la-Jolie (Yvelines). Il témoigne d'un harcèlement policier nettement teinté de racisme.

« Subir des contrôles au faciès, finalement, on s'y habitue tous, ici. Je peux me faire contrôler trois fois dans la même journée. Ce n'est pas ça le plus choquant, ça fait partie de mon quotidien. Ce qui me scandalise le plus, c'est d'être contrôlé régulièrement par un policier qui me connaît de vue depuis que je suis tout petit, et qui m'a toujours rencontré à Mantes-la-Jolie, depuis qu'il y a été muté. Là, j'éprouve vraiment un ras-le-bol, car il continue de me demander de lui présenter mes papiers alors qu'il sait qui je suis, il connaît même mon nom et mon prénom. Même si je suis régulièrement contrôlé gratuitement, je n'ai rien à dire, sinon ça se retourne contre moi. Mais je précise que certains flics se comportent de façon respectueuse, je ne les mets pas tous dans le même panier, loin de là. J'ai fini par accepter le fait d'être souvent arrêté dans la rue, palpé, et de me retrouver les mains sur le capot de ma voiture. Lors de certains contrôles, il arrive même qu'ils décident de vider mon véhicule.

Même si les dérapages ne sont pas aussi fréquents qu'on pourrait le penser, ils sont inévitables. Il arrive toujours un moment où, d'un côté ou de l'autre, ça dégénère. Dernièrement, on stationnait, avec mes copains, sur un parking, on était assis à côté de notre voiture. Des policiers sont passés dans leur véhicule en nous toisant. Puis ils sont revenus et sont entrés sur le parking en ralentissant à notre niveau. On est des adultes, et on a passé l'âge de leur balancer des cailloux sous prétexte qu'ils nous regardent de travers. Un de mes copains a juste dit « wesh » (1) après leur passage. L'un des policiers l'a entendu, ils ont fait marche arrière dans notre direction, et le flic nous a demandé de façon agressive : « Wesh, quoi ? » Et c'était parti. Un de mes copains a répondu en leur disant qu'ils n'avaient pas à nous dévisager comme ça. Un des policiers s'est adressé à lui en le tutoyant, mon autre copain leur a dit qu'ils n'avaient pas à nous tutoyer, qu'on n'avait pas élevé les cochons ensemble. Le ton a monté. Ils nous ont demandé nos papiers. Pendant ce temps, on continuait à discuter avec eux, on leur expliquait que ce n'était pas supportable pour nous qu'ils nous regardent de travers pour nous impressionner comme si on était toujours des ados. On leur a expliqué qu'on était des adultes, et qu'on avait droit au respect et au vouvoiement. Et, comme les policiers ne retrouvaient pas – c'est ce qu'ils ont dit – le nom de mon copain dans leur fichier, ils l'ont embarqué. Mais ce genre d'incident n'est pas le pire. Ce qui me met hors de moi, c'est, par exemple, quand ils passent à notre hauteur dans leur fourgon en ralentissant et qu'ils font des cris de singe ou qu'ils nous appellent « bamboula ». Il faut vraiment se blinder, et on n'y arrive pas à chaque fois. Je trouve dommage que ce soit un camp contre l'autre, la police devrait aussi être là pour nous aider et nous protéger. Mais ce n'est pas le cas. Le poids des mots joue toujours contre nous, et ça finit par un outrage à agent ou une rébellion. On n'a pas d'autre choix, il faut vraiment calculer nos paroles. Alors je les insulte poliment. En les vouvoyant, sans leur manquer de respect, et en argumentant pour leur prouver que j'ai pas que trois mots de vocabulaire. Ça les assassine. Et pour moi, c'est la meilleure réponse à leurs insultes. »

TÉMOIGNAGE RECUEILLI PAR CLOTILDE MONTEIRO  
(1) Exclamation qui ne veut rien dire de précis, qui peut être positive ou péjorative, selon le contexte.

## ENTRETIEN

## « Une synergie entre les syndicats et Nicolas Sarkozy »

Secrétaire général du Syndicat de la magistrature, Côme Jacqmin observe depuis plusieurs années les prises de position des syndicats de policiers et notamment leurs relations avec le ministre de l'Intérieur.

Le Syndicat de la magistrature a dénoncé récemment le fait que plusieurs syndicats de policiers transmettaient à Nicolas Sarkozy des exemples d'affaires, que celui-ci commentait ensuite...

Côme Jacqmin : Il faut citer le cas du syndicat des commissaires de police (et des hauts fonctionnaires de la police nationale) qui, de fait, cogère les carrières des commissaires : ceux-ci peuvent donc difficilement ne pas y adhérer. Mais ce que nous avons dénoncé est le rôle que jouent les syndicats les plus proches politiquement du ministre de l'Intérieur, Synergie et Alliance, et dans une moindre mesure le Syndicat national des officiers de police (Snop, affilié à l'Unsa). Ces organisations syndicales sont aujourd'hui de véritables relais du discours de Nicolas Sarkozy, qui se construit aussi en partie pour satisfaire lesdits syndicats : on a ainsi une synergie qui s'opère. Ces syndicats de policiers livrent en effet quasiment « clé en main » un certain nombre de cas à Nicolas Sarkozy, que celui-ci commente ensuite publiquement. Mais ils ne sont pas les seuls à transmettre ce type d'informations : certains préfets font également remonter au ministre des affaires qui ont eu lieu dans leur département et, surtout, signalent l'attitude de certains magistrats, en expliquant que leurs décisions ne vont pas dans le sens qu'ils souhaiteraient. Nous avons aussi vu des cas de préfets dénonçant le fait que certains magistrats se soient engagés à titre personnel ou syndical dans le réseau Éducation sans frontières, ce qui est ensuite remonté au cabinet du ministre de la Justice, qui a lancé des procédures prédisciplinaires.

Vous pointez ainsi une réelle dégradation des rapports entre police et magistrature...

En effet, nous observons une forte tendance de la part de la police à contester de plus en plus ouvertement la légitimité de la Justice à contrôler le travail des policiers, c'est-à-dire que la Justice soit chargée de la direction de l'enquête pénale et puisse éventuellement remettre en cause la manière dont la police a

fonctionné. Ainsi, lorsqu'il n'y a pas de mises en détention, ces décisions sont lues comme une atteinte au travail des policiers. Cela a été dit par exemple par le directeur général de la police nationale, qui, au moment des manifestations anti-CPE, a déclaré : « Certaines décisions de justice prises ces jours-ci ne font pas honneur au travail de la police » ! Il y a donc une vraie incompréhension sur le rôle des uns des autres... Voilà le climat dans lequel on évolue aujourd'hui, et les syndicats de police y participent largement, contribuant ainsi aux instrumentalisation à des fins purement politiques auxquelles se livre le ministre de l'Intérieur.

Jusqu'au milieu des années 1990, la Fasp, proche du Parti socialiste, était majoritaire dans la police, qui était donc présentée comme très attachée aux valeurs républicaines. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? La Fasp a explosé il y a une dizaine d'années, sans doute parce qu'elle s'est trouvée confrontée aux mêmes divisions que la gauche de l'époque, mais aussi parce que ses liens avec le pouvoir n'étaient pas beaucoup plus clairs que ceux des syndicats de policiers aujourd'hui. Elle aussi a joué un rôle de relais des ministres de l'Intérieur à l'époque. Je crois que la question du syndicalisme policier se pose toujours un peu dans les mêmes termes, et ses rapports avec le pouvoir sont souvent extrêmement ambigus. Il y a eu ensuite un certain nombre d'organisations qu'on pouvait considérer comme ses descendants, avec qui nous pouvions, sur les bases antisécuritaires et pro-libertés qui sont les nôtres, avoir un certain dialogue. Or, depuis plusieurs années, nous n'avons plus accueilli de représentants de syndicats policiers à notre congrès, à part la CGT-Police, ultraminoritaire. Le dernier en date était un syndicaliste du Syndicat général de la police (SGP), mais ce syndicat depuis a rejoint FO et adopté une ligne très corporatiste et sécuritaire. Un fait frappant de cette situation est ce qui s'est passé l'an dernier lorsqu'un syndicaliste du SGP-FO, qui travaillait à la Police aux frontières, a pris la parole dans *Libération* pour critiquer la politique de Nicolas Sarkozy en matière de reconduites à la frontière : il a été purement et simplement lâché par son syndicat...

Que pensez-vous de la revendication récente de certains syndicats de policiers de pouvoir exercer un droit de retrait dans les banlieues ?

Cette revendication a de quoi étonner dans une profession qui, par définition, consiste à affronter un risque corporel, même s'il est souhaitable que ce risque soit réduit autant que possible. Cette déclaration ne peut avoir, selon nous, que deux conséquences. La première est qu'il faudrait alors envoyer d'autres types de personnels, préparés à des situations plus dures. Or, des militaires ont d'ores et déjà déclaré qu'ils étaient prêts à intervenir si on le leur demandait. La seconde suppose que les policiers devraient aller encore plus loin dans des méthodes d'intervention agressives, superprotégées, qui, on le sait, n'aboutissent qu'à l'affrontement. Ce mot d'ordre s'analyse donc à mon avis comme une surenchère pour obtenir d'autres choses. On a déjà eu les revendications sur les gilets pare-balles ou le changement des armes de service, et maintenant sur les armes « non-létales » comme, après le « flash-ball », le fameux pistolet Tazer...

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER DOUBRE



Certaines organisations syndicales sont aujourd'hui de véritables relais du discours de Sarkozy.



# « On informe pour distraire »

**CINÉMA.** Plus de dix ans après le génocide de 1994, Jean-Christophe Klotz est retourné au Rwanda pour réaliser son premier documentaire, « Kigali, des images contre un massacre ». Une réflexion sur l'attitude des puissances occidentales et sur son ancien métier de journaliste. Rencontre.

Pour Jean-Christophe Klotz, *Kigali, des images contre un massacre* est un film du retour. Un retour au Rwanda, plus de dix ans après le génocide, dont il fut l'un des rares journalistes à avoir témoigné avec des images. Blessé, évacué, Klotz sait que les Tutsis réfugiés dans la paroisse du père Blanchard, dont il a fait le portrait pour *Envoyé spécial*, sur France 2, ont été attaqués par les milices extrémistes hutues. Il revient au Rwanda pour rencontrer les éventuels survivants. Pour comprendre aussi pourquoi les puissances occidentales n'ont pas voulu écouter, regarder. *Kigali...* est donc aussi, pour Jean-Christophe Klotz, un retour sur soi, sur son ancien métier de journaliste (il est désormais cinéaste). À l'instar des paroles de Bernard Kouchner, qu'il accompagna dans sa mission au cours du génocide, ses images n'ont eu aucun effet. Pis. Elles

ont été utilisées, détournées de leur sens pour justifier le mensonge de la France lors de son opération Turquoise. *Kigali, des images contre un massacre* est un formidable film pour dessiller les yeux. Le geste d'un homme en colère, parce que les responsables du génocide ne sont pas encore tous reconnus, mais plus en paix avec lui-même.

« Il y a dans ce film une nécessité : le sentiment que ce que j'avais vécu n'avait pas servi à rien. Il me fallait contribuer au débat sur les responsabilités du génocide. »

Dans quelles circonstances vous êtes-vous rendu au Rwanda pendant le génocide ?

**Jean-Christophe Klotz :** Quand je suis allé au Rwanda pour la première fois, j'étais journaliste reporter d'images (JRI) et je travaillais pour Capa, une agence de presse commerciale et indépendante. C'était au début de mai 1994. Les médias français ne s'intéressaient qu'à l'évacuation des Français. Écouter les témoignages incroyables de ceux-ci faisait prendre conscience que se déroulaient au Rwanda des événements énormes. Mais, une fois l'évacuation achevée, les images se sont taries, car la plupart des journalistes étaient rentrés avec les Occidentaux. Seuls cinq ou six sont restés à Kigali, dans la zone gouvernementale, où avait lieu le génocide. La plupart des rédactions estimaient qu'elles avaient traité le Rwanda. J'ai appris, quant à moi, que deux Français, dont le père Blanchard, avaient refusé d'être évacués. En plus d'être français, ils protégeaient des enfants, et la télé aime cela, l'innocence des enfants, l'émotion que cela suscite. C'est une autre façon d'éviter de rechercher les responsabilités, d'analyser. Le spectacle de la détresse a tendance à remplacer la réflexion.



Jean-Christophe Klotz (au centre) de retour à Kigali.

Moi, ce qui m'intéressait dans le cas de ces deux Français, c'est qu'il avait un aspect politique : ils étaient restés parce que les soldats français refusaient de protéger les Tutsis réfugiés. Mais je n'avais aucun moyen de retourner au Rwanda. Il n'y avait quasiment plus d'ONG sur place. Or, un jour, Bernard Kouchner a appelé le patron de Capa, Hervé Chabalier, pour l'avertir qu'il partait y faire une mission. Il voulait savoir si cela intéressait quelqu'un.

Comment expliquer l'indifférence des médias par rapport aux massacres ?

Une des raisons a trait à ce qu'on appelle la « loi » du mort par kilomètre : un mort en bas de chez soi a plus d'effet que 100 morts à 100 km ou 1 000 morts à l'autre bout de la terre (en l'occurrence, les morts étaient si nombreux que, cyniquement, on aurait pu dire que le compte y était). J'ai toujours mal vécu cette hiérarchisation de l'information. Ces « lois », ces canons du journalisme sont très difficiles à remettre en cause. Un exercice m'a particulièrement marqué à l'école de journalisme où j'ai reçu ma formation : il consistait à vendre dans la rue un journal que nous avions fait nous-mêmes. Nous nous sommes vite rendu compte que la une devait être accrocheuse. Dès lors, un compromis s'instaure, où interviennent les choix éditoriaux, l'éthique professionnelle. Mais l'accumulation de compromis peut se transformer en compromission. On dit qu'il faut distraire pour informer. Mais on a retourné l'adage. On informe pour distraire. On surinforme avec des futilités qui ne relèvent pas de l'information.

Des années plus tard, vous avez ressenti la nécessité de retourner au Rwanda, et vous avez réalisé « Kigali, des images contre un massacre »...

Alors que je me trouvais avec le père Blanchard et les Tutsis réfugiés dans sa paroisse, j'ai été blessé et évacué. J'avais l'impression de ne pas avoir pu terminer mon travail. C'était déjà frustrant. Mais j'avais aussi un sentiment de culpabilité : je savais que les attaques contre la paroisse avaient recommencé après mon départ. Je voulais savoir ce qu'étaient devenus tous ces gens. J'étais affligé par la manière dont la presse les avait ignorés parmi tant d'autres, au profit de l'armée française et de l'opération Turquoise, et au prix d'un retournement total de la réalité.

Il m'a tout de même fallu du temps avant de trouver le désir de réaliser ce film. J'ai essayé de le faire dans les circuits où j'avais l'habitude de travailler, à la télévision, mais il y avait toujours une bonne raison pour le refuser : on avait déjà beaucoup parlé du Rwanda, ou c'était un sujet un peu ancien... Alors j'ai lancé ce projet de documentaire, ainsi qu'un projet de scénario de fiction, en pensant que l'un des deux aurait une chance de se faire. En définitive, les deux ont trouvé un financement.

Il y a dans ce film une nécessité : le sentiment que ce que j'avais vécu, et métaphoriquement ce que ces gens réfugiés chez le père Blanchard avaient vécu, n'avait pas servi à rien. Il me fallait retrouver une démarche constructive, contribuer au débat sur les responsabilités du génocide.

De même que Bernard Kouchner n'est pas écouté quand il tente d'alerter l'Élysée à propos des massacres, vous dressez un constat d'impuissance quant au pouvoir de vos images. Le mythe de la presse comme contre-pouvoir n'a-t-il pas été chez vous sérieusement ébranlé ?

En effet, cela faisait partie de la mythologie journalistique telle que j'avais envie d'y croire. Il y a quelque chose d'assez arrogant, vers 28-30 ans, à se retrouver à voyager dans le monde entier caméra au poing en se sentant investi d'une responsabilité très importante. C'est un peu arrogant, et c'est un peu naïf. Cette vision romantique du pouvoir de la presse masque les enjeux politiques et les rapports de force qui se trament derrière. Mais nombreux sont les journalistes qui n'ont pas la culture politique suffisante pour dépasser cette vision : « *Je vais aller démontrer ce qui se passe. J'ai confiance dans mon pays et dans l'opinion, et on va stopper les horreurs.* » J'ai pris conscience que cela ne fonctionnait pas toujours ainsi, et ce film en est l'expression.

Cela dit, la médiatisation reste un moyen parmi d'autres de faire appel à l'opinion. Beaucoup d'hommes politiques y sont sensibles, parce qu'ils estiment qu'ils ont là un gain possible. C'est l'opinion qui souvent pousse les politiques à réagir. Cette réalité, pour le coup, est loin d'être naïve.

Au rang des visions romantiques, il y a aussi l'idée que le journaliste serait un personnage neutre...

Oui, c'est une prétention absolue que de se situer au-dessus du monde : le journaliste se pense alors comme une réalité objective, en témoin qui ne prend pas parti. C'est un cas extrême, mais comment être neutre dans le cadre d'un génocide ? Cela ne veut rien dire, et c'est se rendre complice. L'un des mots d'ordre du reportage, c'est : « *Surtout, faites comme si nous n'étions pas là !* » C'est une arnaque.

Dans le film, vous dites que, lorsque dénoncer ne suffit pas à faire changer les choses, « il ne reste plus que le spectacle de l'humanité malade ». C'est, rappelez-vous, la définition du voyeurisme. Au cœur d'un génocide, où placer la limite avec une caméra ? Par exemple, vous avez refusé de filmer des cadavres dans une école...

Oui, c'est un peu flou dans mon souvenir, mais je crois qu'il y avait des cadavres empilés contre les murs. Pour moi, à ce moment-là, c'était tout simplement trop. Mon acte n'était pas réfléchi. J'ai dit : je ne sais pas comment filmer cela. De manière confuse, je sentais sans doute que ce n'était pas de cette manière qu'il fallait aborder ce que je voyais. Pas aussi frontalement, aussi directement. Je n'ai pas d'explication théorisée de mon refus. Plus généralement, pour répondre à ce type de question, il faut savoir pour qui on filme, où le reportage va être diffusé, et la manière dont les images seront traitées. À Capa, par exemple, ceux qui filment font les sujets. Alors que les équipes de reportage des journaux télévisés ne participent pas au montage des images qu'elles rapportent. Dès lors, celles-ci peuvent devenir le support où l'illustration d'un discours que le JRI ne maîtrise pas.

Vous avez quitté le métier de journaliste pour devenir cinéaste. Quelle différence faites-vous entre un reportage et un documentaire comme « Kigali... » ?

Dans un reportage, il ne faut pas qu'il y ait de doute sur ce que dit une personne interrogée. On ne doit laisser qu'une seule interprétation possible. Le documentaire autorise des sens multiples. Cela ne relève peut-être plus de l'information, mais d'un autre registre. Le cinéma, c'est cela : des sens multiples. Chacun s'approprie ce qu'il entend et le transforme à son tour.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE KANTCHEFF (AVEC DANIEL MACHADO)

## CINÉMA Débats

Les films dont il est question de part et d'autre de cette colonne sont sujets à discussions. À Paris, notamment, des débats sont organisés en présence des réalisateurs et d'invités. En voici les dates et horaires.

Pour *Kigali, des images contre un massacre*, de Jean-Christophe Klotz, rendez-vous est donné le 17 novembre à 20 h, au Publicis Champs-Élysées, 133, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris ; ainsi que le 20 novembre à 20 h 30, au Reflet Medicis, 3, rue Champollion, 75005 Paris. Pour *Ma Mondialisation*, de Gilles Perret, le cinéma concerné est l'Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, 75005 Paris, à 20 h 15, les 16, 17, 20, 23 et 24 novembre.

## Jack Palance

Il avait « *un visage que seule une mère pourrait aimer* ». L'expression, qui désigne Jack Palance, est rude. Elle est d'Elia Kazan, celui qui le révéla au cinéma en 1950, avec *Panique dans la rue*. Comédien atypique d'Hollywood, qu'il rejeta parce qu'on l'y cantonnait dans les rôles de méchants, Jack Palance est mort le 10 novembre à l'âge de 87 ans. De Robert Aldrich (*le Grand Couteau*, 1955) à Douglas Sirk (*le Signe du païen*, 1954), Palance a tout de même tourné avec de très grands cinéastes américains. Mais peut-être retiendra-t-on surtout de lui son interprétation exemplaire d'un producteur américain sans foi ni loi, Jeremiah Prokosch, dans *le Mépris* (1963) de Jean-Luc Godard. Face à Fritz Lang, Brigitte Bardot et Michel Piccoli, il est magnifique en représentant de la civilisation barbare.

# Plaies et boss

**CINÉMA.** Gilles Perret attaque la mondialisation par le versant des patrons de la vallée de l'Arve, écrasés par un capitalisme à bout de souffle.



Yves Bontaz, patron d'une entreprise qui emploie 300 personnes en France et 700 à l'étranger.

**ILS SE LANCENT** des morceaux de tomme au travers de la table. Des lamelles de viande rouge rôtissent sur une grille, rythmant l'avancée du repas ainsi que du film, qui se sert de ce dîner comme point d'ancrage. Ils ont plus ou moins l'âge de la retraite, le rire facile, la colère aussi. Ils se disent copains... Par la force des choses ? Ils sont tous patrons d'une des 500 entreprises de décolletage de l'Arve. Une vallée de Haute-Savoie dévolue à la fabrication de pièces de précision pour les industries automobile, aéronautique et médicale. L'heure n'est pas aux réjouissances : après des années fastes, les usines de la vallée ferment les unes après les autres, s'expatrient ou sont rachetées par des fonds de pensions qui pilotent, à des milliers de kilomètres, ce qui se passe sur place.

Les entrepreneurs de l'Arve sont pris en étau entre ces fonds de pension, qui menacent de tout croquer, et la concurrence internationale, qui les force à délocaliser pour rester compétitifs. Du moins est-ce ainsi qu'ils présentent leur situation dans *Ma Mondialisation*, documentaire qui s'attache presque essentiellement à la parole des patrons. Notamment celle de l'un d'eux, Yves Bontaz, directeur d'une entreprise qui emploie 300 personnes en Haute-Savoie et 700 en République tchèque et en Chine, et dont Gilles Perret, réalisateur savoyard volontiers militant, tire le portrait.

*Ma Mondialisation*, c'est d'abord celle de ce patron sympa mais paternaliste en diable, qui porte le T-shirt sur un ventre rebondi en prônant l'efficacité avant toute chose. Sa petite entreprise familiale est devenue une grosse boîte qui « *usine* » en France mais « *assemble* » à l'étranger. « *Ah, si mon père, qui n'était qu'un simple paysan, voyait ça !* », répète-t-il devant ses entrepôts flamboyants neufs à Prague et à Shanghai. « *C'est chez nous ici* », sourit-il, convaincu que son développement hors Hexagone est un bienfait pour les

populations locales. Même s'il ignorait que ses ouvriers chinois survivaient avec 80 euros par mois. Même s'il a profité des bénéfices engrangés pour s'offrir un hôtel sous les tropiques.

« Plus on en a, plus on en veut, hein ? », souffle Gilles Perret hors champ. Ce sera l'un des seuls commentaires du réalisateur dans ce film. « *Ce qui m'intéresse, c'est que tout le monde dit* : “Je n'ai pas le choix” », glisse-t-il aussi. De quoi alimenter le débat avec l'économiste Frédéric Lordon, qui, assumant presque à lui seul le versant critique du film, déclare : « *La mondialisation, c'est pas un truc qui choisit de la planète Mars.* » Il y a des gens derrière, qui actionnent les manettes. *Ma Mondialisation* rend visite à une partie de ces gens, dans leur vallée, dans leurs usines, dans leur humanité aussi. Montrant surtout à quel point ils sont dépassés, et écrasés, par la machine tentaculaire qu'ils ont contribué à nourrir. Ces patrons savoyards sont, d'une certaine façon, les barons finissant d'un capitalisme à bout de souffle.

Multipliant les entretiens et les déplacements, en voiture, en avion, à pied, ce film ressemble, dans sa construction, à *Mondovino*, de Jonathan Nossiter. Les audaces de cadrage en moins. Mi-enquête, mi-reportage, *Ma Mondialisation* reste trop proche d'un style télévisuel où le sujet a tendance à primer sur la forme. Ce qui n'empêche pas de bonnes idées de montage, comme celle de diffuser des extraits d'un CD promotionnel kitschissime en faveur de la future cité de l'automobile à Shanghai. Ce qui n'empêche pas, non plus, des pièces de choix : quand ces patrons savoyards, visiblement de droite, entonnent « l'Internationale » en se tenant les coudes. Ou quand ils annoncent « On va s'aimer », de Gilbert Montagné, pour dire leur rêve d'harmonie avec le monde entier. Ouvriers compris.

INGRID MERCKX



## Candeur désolée

**ROCK.** Le nouvel album de Jude, « Redemption », mélange gravité et pureté mélodique.

COMME SI LES CHOSES avaient vraiment recommencé, Jude sort un nouvel album un an et demi après *Sarah*. Fait plutôt rare pour quelqu'un dont la carrière est placée sous le signe de la précarité et des lendemains incertains. Une fragilité à l'image de ses chansons et de sa voix. Ni les unes ni l'autre ne sont faites pour les mœurs sauvages du *business*. La voix est l'élément le plus frappant de la personnalité de Jude : pure comme le diamant, limpide comme l'air. Certaines de ses envolées ont conduit une critique paresseuse et inculte à le comparer à Jeff Buckley. Alors que la candeur désolée de Jude est bien plus proche d'un Graham Nash des Hollies, qui ont eu le génie d'introduire la tragédie dans la pop. Ces fameuses envolées sont un peu plus rares dans *Redemption*. Difficile de garder une voix d'ange dans une chanson comme « End of The Rainbow » : « *J'ai écrit cette chanson pour éviter de me tuer / C'est tout ce qui me restait quand on m'a dit que tu avais trouvé quelqu'un d'autre / Je sais que ce n'est pas cool de révéler que j'ai failli mourir / Mais je suis fatigué et je sais que tu*

*n'as jamais aimé que je mente.* » Devant tant de noirceur, la guitare a provisoirement cédé la place au piano. L'interprétation est sans emphase et d'une beauté infinie. La chanson constitue incontestablement le centre de gravité de ce dernier album qui s'achève sur un contrepoint : « *Je suis un ange déchû / Mais ne pleure pas / Car je volerai à nouveau.* » La passion de l'auteur pour Buddy Holly semble avoir pris le pas sur celle pour Brian Wilson. D'où la tonalité de l'album avec des guitares et une batterie qui dévalent la pente en roue libre, et ce mariage unique entre richesse mélodique et économie de moyens. Les textes sont plus classiques : ils évoquent une succession d'affres amoureuses plus ou moins dramatiques sonnantes comme une fatalité pour quelqu'un qui dit croire en l'amour parfait. On peut penser que Jude croit aussi à la chanson parfaite. C'est la ligne d'horizon de chacun de ses disques. Le lieu de la rédemption.

JACQUES VINCENT

*Redemption, Jude, Naïve.*

## Copi, dernier défi

**THÉÂTRE.** Une percutante mise en scène d'« Une visite inopportune », par Laurent Pelly, où l'auteur se moque avec panache de la mort.

PAS DE MEILLEURE situation pour un auteur de théâtre contemporain que celle d'être mort et enterré. Les disparus, tels Koltès, Lagarce et Copi, sont joués assidûment et écrasés sous les éloges qui leur étaient souvent dispensés au compte-gouttes de leur vivant. Copi, le dessinateur-dramaturge, l'Argentin qui aimait les rats, adorait les travestissements et les vérités qu'on arrache brutalement à leur déguisement, effectue un retour impressionnant. Aux metteurs en scène des débuts, les Arias et Lavelli, ont succédé d'autres artistes, notamment Marcial di Fonzo Bo, qui extrait de ces œuvres un comique gay désespéré et une force dramatique qui ne laisse guère le temps de respirer. Sa vision de *la Tour de la Défense*, avec lui-même, Pierre Maillat et Marina Foïs, notamment, est un sacré coup de poing : quelque chose comme une analyse de la survie de l'amour dans un aquarium de crocodiles qui serait aussi la tour de verre des temps modernes.

De son côté, Laurent Pelly, directeur du Centre dramatique des Alpes, moins cogneur, plus délicat, plus français, facétieux comme ce n'est plus guère permis, revient à Copi car il avait déjà monté, il y a pas mal d'années, une très bonne *Eva Peron* avec une dose de soufre. Il dirige, cette fois, *Une visite inopportune*, écrite par Copi au moment où il suivait les traitements palliatifs et allait mourir du sida. C'est l'un des plus beaux défis qu'on ait lancés à la mort : se moquer d'elle dans une dernière chambre et un dernier lit. Le personnage principal, double ridicule de Copi, est alité à l'hôpital, en bisbilles douces-amères avec son infirmière. Ce n'est pas une seule visite inopportune qui surgit, mais plutôt une série de débarquements irritants : le soupirant de toujours qui s'occupe déjà du mausolée (très original Pierre Aussedat), un journaliste ou prétendu tel (Emmanuel Daumas endosse avec classe ce rôle quasi muet), le médecin-chef avant tout préoccupé de bonne chère et de lobotomie (Hubert Saint-Macary, drôle jusqu'à faire peur) et



Copi, décédé en décembre 1987, est de plus en plus joué.

une cantatrice arrivée de la nuit des temps et hurlant de l'opéra italien (épante Doris Lamprecht, vraie artiste lyrique qui vient prendre en même temps des risques vocaux et théâtraux).

La chambre devient vite le lieu de tous les affrontements et de toutes les dérisions. C'est la dernière séance, mais le western de cette salle d'art avant décès projetée tout ce qui est enfoui. Il n'y a pas de réconciliation mensongère ou diplomatique. On provoque et l'on meurt plusieurs fois pour ne pas donner la mort gagnante à tout coup. Jean-Claude Durand incarne le malade avec un sens bouffon de belle allure, grotesque et si humain ! Christiane Millet, qui est l'une de nos grandes actrices trop méconnues, fait cingler haut les répliques de l'infirmière. Ils épousent la fine mise en scène de Pelly, qui met en lumière la double nature du lieu où se passe l'action : mouvoir et théâtre. C'est sans doute ce qui rend la représentation aussi passionnante : mieux que l'excellente mise en scène de Lavelli à la création en 1988, ce spectacle restitue le jeu profond de Copi avec le théâtre, l'art de la grandeur tragique sous la farce.

GILLES COSTAZ

*Une visite inopportune, théâtre de l'Ouest parisien, Boulogne-Billancourt, 01 46 03 60 44. Jusqu'au 28 novembre. La Tour de la Défense, mise en scène par Marcial di Fonzo, est reprise à la MC93, à Bobigny, du 7 au 17 décembre. Tous les livres de Copi ont paru chez Bourgois.*

## « Maréchal du Reich »

**TELEVISION.** Autour de Nuremberg, un documentaire sur les derniers jours d'Hermann Goering, pièce majeure de l'échiquier nazi.



Hermann Goering, dans sa cellule à Nuremberg.

C'EST BIEN SIMPLE : Hermann Goering a été « la plus grosse prise » des Alliés. L'attraction majeure du procès de Nuremberg, représentant le premier acte d'une justice internationale qui aboutira à la création récente de tribunaux spécialisés et d'une cour permanente. Sur Goering, auréolé de tous les titres militaires, jouissant d'une aura particulière, devait peser le poids des crimes nazis. En 1945, quand il est arrêté, loin d'un rustre Hannibal en transe de massacres, il est un toxicomane bouffi, lourd de cent vingt kilos, un pantin efféminé et adipeux, les ongles des mains vernis et chargé dans ses bagages de rouges à lèvres. Un « dégénéré » qui n'en a pas moins exercé un pouvoir considérable, auparavant héros de la Première Guerre mondiale, nazi de la première heure, numéro deux du régime, chef de la Lufthansa, instigateur des SA, grand ordonnateur des camps, martelant toujours et encore fièrement son titre : maréchal du Reich...

Destitué de ses titres et médailles, il est conduit dans un pénitencier, au Luxembourg, dirigé par le colonel Burton Andrus. Le même officier sera le « géolier » de tous les dignitaires nazis au cours de leur procès à Nuremberg, théâtre des grandes manifestations nazies. Sa mission : les livrer à la Justice internationale en bonne santé. Jusqu'au bout. Et Goering plus que tout autre. Ce documentaire de Peter Nicholson s'articule précisément autour de la figure de Goering, racontée à la première personne par le colonel Burton Andrus. Le film propose ainsi un aller et retour entre la prison et le tribunal, étendu sur

plusieurs mois, de mai 1945 à octobre 1946. Fondé sur les enregistrements et les récits des témoins d'alors (psychologues, militaires, journalistes, interprètes, gardiens de prison), il est amplement enrichi d'images d'archives (en noir et blanc et en couleur), et de photographies du procès tenu par le procureur Jackson. Certaines images connues, comme celles montrant Goering suivi de Von Ribbentrop, Speer ou encore Hess, prenant place nonchalamment les uns après les autres dans le box des accusés, se saluant courtoisement avant de plaider d'emblée non coupables. Celles encore qui ont marqué un tournant dans le procès, ces images diffusées durant l'audience, tournées (par l'armée américaine) à l'occasion de la libération des camps (Bergen-Belsen, Buchenwald, Dachau, Auschwitz, Mauthausen). Surtout, le film livre la partie serrée entre Goering et Burton Andrus, concentre ses archives sur la personnalité du nazi, quand, notamment, celui-ci décide de prendre sa propre défense au moment où il écope des chefs d'accusation de crimes contre la paix et crimes contre l'humanité.

Quelques scènes reconstituées montrent un Goering malin, espiegle, impétueux. Qui sait aussi gagner la « confiance » d'un simple soldat chargé de le surveiller. C'est un autre tournant du procès : en voulant resserrer la surveillance des dignitaires nazis, le colonel Burton Andrus impose un gardien pour chaque détenu. Il permet ainsi, à son insu, une relation privilégiée entre maton et prisonnier. Goering en tirera profit... Condamné à la potence, il ne montre aucune émotion. Se jure d'échapper à la pendaïon. Rien ne l'assure, mais le réalisateur, au diapason des témoins, laisse penser à « une espèce de complicité » entre Goering et son gardien, voire avec le médecin de la prison. À peine deux heures avant son exécution, Goering se supprime avec une capsule de cyanure. Pied de nez au tribunal, certes. Mais aussi un acte qui dit toute la lâcheté d'un homme incapable d'assumer la responsabilité des atrocités.

JEAN-CLAUDE RENARD

*Goering dernier acte, jeudi 23 novembre, vers 22 h 50, France 2 (1 h 40).*

## À vos postes !

### RADIO

**DIMANCHE 19 NOVEMBRE**  
**Samuel Beckett**

France Culture, de 14 h à 16 h  
C'est une habitude, la chaîne radiophonique culturelle est passée au rang des cadors de la programmation des hommages, commémorations, et autres anniversaires. Tant mieux pour cette fois-ci puisqu'il s'agit de revenir sur Beckett à l'occasion du centenaire de sa naissance (qui forcément précède une programmation « à l'occasion du vingtième, trentième puis quarantième anniversaire de sa disparition »).

En l'occurrence, Beckett a écrit du théâtre, des romans, des recueils poétiques, des films et, mine de rien, à l'instar de Boris Vian, écrivain-auteur-dramaturge tous azimuts, des pièces radiophoniques. Au reste, il faudrait dessiner un jour les liens évidents entre Vian et Beckett... En attendant, voilà donc le volet radio de l'auteur, après *Tous ceux qui tombent*, *Cendres* (avec Roger Blin, Delphine Seyrig et Jean Martin), pièce sonore d'abord destinée à Donald Mc Whinnie, metteur en scène, puis adressée à la BBC en 1959 (et sélectionnée par le jury de la RAI pour le prix Italia). Succès à la clé, qui incitera la BBC et la radio française à passer deux nouvelles commandes à un auteur ravi de se confronter à l'outil radio : *Paroles et musique* et *Cascando*. Cette dernière, « invention radiophonique pour musique et voix », ayant été écrite en collaboration avec le compositeur Mihalovici.

### TÉLÉVISION

**SAMEDI 18 NOVEMBRE**  
**Enfants soldats**

France 2, 10 h 45  
Leurs armes ne sont pas des jouets, mais des vraies, faites pour tuer. Aidée de l'Unicef, une équipe de reporters, emmenée par Nadine de Chanvalon, s'est rendue au Liberia, dans des centres de réinsertion, à la rencontre d'ex-enfants soldats démobilisés il y a quelque six ans, au terme d'une longue guerre civile. Récits croisés de ce que fut une enfance particulière : tueurs, pourvoyeurs de drogue ou d'armes, espions, esclaves corvéables à merci, y compris pour les services sexuels. Photographies d'archives, dessins d'enfants et témoignages d'éducateurs complètent ce tableau apocalyptique. Si ce court document (26') est diffusé à l'occasion de la Journée mondiale des droits de l'enfant, on estime aujourd'hui à près de 300 000 le nombre d'enfants soldats engagés dans une trentaine d'armées de par le monde.

**SAMEDI 18 NOVEMBRE**  
**Le sofa Bubble Club**  
Arte, 20 h 15



années 1920 pour faire un canapé simple, moderne, innovant. Images d'archives à l'appui, le film retrace l'histoire de ce canapé, devenu un « must » des intérieurs bourgeois, puis montre, non sans humour, comment le designer est parvenu à démocratiser ce mobilier.

**DIMANCHE 19 NOVEMBRE**  
**Bolivia, la revanche des indigènes**

France 5, câble et satellite, 20 h 45  
Un portrait d'Evo Morales, élu président de Bolivie en janvier 2006. De père quechua et de mère aymara, il incarne aujourd'hui le visage souriant de l'avenir pour les Indiens, soit 70 % de la population de l'État le plus pauvre d'Amérique du Sud.

**MERCREDI 22 NOVEMBRE**  
**La Forteresse assiégée**  
Arte, 20 h 40

Les soldats de l'armée de Napoléon III soutenant le siège de la forteresse de Bitch, durant la guerre de 1870, opposant les Français et les Allemands. Voilà pour le sujet et son cadre, où repose un croisement permanent entre fiction et documentaire. Selon Gérard Mordillat, le réalisateur, c'est là « un roman télévisuel qui charrie dans le cours de son récit de l'histoire, de l'analyse, de l'interrogation, de la philosophie, de la stratégie... » La Forteresse assiégée n'est donc pas un film sur la guerre de 1870 mais bien un film sur la guerre. Dans sa contemporanéité.

**DE BRUIT ET DE FUREUR**  
du 10 au 26 novembre 06 volume 2

Réunions cinématographiques de la SEINE-SAINT-DENIS

En présence de John Boorman, Daniel Duval, Alejandro Jodorowsky, Thomas Kailani, Mohamed-Saleh Haroun...  
Renseignements : 01 48 10 21 21  
www.cinemas93.org

Seine-Saint-Denis Conseil Général



# Les détours qui font une vie

Des entretiens avec le grand historien Pierre Vidal-Naquet, décédé le 29 juillet, reviennent sur cinquante ans de recherches et d'engagements politiques. Un ouvrage essentiel.

« **L**a mort de Pierre Vidal-Naquet laisse un grand vide. » C'est par ce triste constat que débutait le texte de présentation de la passionnante « journée de témoignages » qui vient d'avoir lieu à la Bibliothèque François-Mitterrand (voir ci-contre). C'est donc ce vide, que son « grand frère » Jean-Pierre Vernant qualifiait d'« immense » au moment de sa disparition, que tente de combler aujourd'hui un émouvant volume d'entretiens réalisés jusqu'au 14 juin 2006 par Dominique Bourel, spécialiste d'histoire des sociétés juives, et son ancienne élève, Hélène Monsacré, directrice de la collection « Itinéraire du savoir » chez Albin Michel. L'ultime séance d'enregistrement achevée, Pierre Vidal-Naquet avait déclaré à ses deux interlocuteurs : « Envoyez-moi le manuscrit cet été, et vous savez bien que je vais tout réécrire. » Il n'en a pas eu le temps, et ces derniers ont décidé de publier *in extenso* ces conversations « souvent intenses », respectant là « sa fougue, une dernière fois ». Une décision qui ne rend ce petit livre que plus précieux. Si l'histoire fut pour Pierre Vidal-Naquet un « combat », c'est certainement parce qu'il s'y trouva confronté très tôt, dès l'âge de 14 ans, lorsque, le 15 mai 1944, la Gestapo rafla ses parents, qui périrent à Auschwitz. Profondément patriote, son père était un avocat renommé qui, rayé du barreau en 1942 parce que juif, était entré dès 1940 dans le réseau de Résistance du musée de l'Homme, qui compta également le sinologue Henri Maspero, père de François Maspero, et Germaine Tillion. Durant de nombreuses années, après guerre, Pierre Vidal-Naquet vécut « la brisure et l'attente » d'un hypothétique retour de ses parents, termes qu'il choisira plus tard comme titre de son premier volume de mémoires (1). Il y écrivait : « En un sens, [mon père] avait souhaité "mourir pour la France". Qu'il ait été tué par l'ennemi [...] est quelque chose que je peux comprendre et assumer. Je ne peux ni comprendre ni assumer le meurtre de ma mère. » Or, quelques mois avant cet événement tragique, le père de Pierre Vidal-Naquet a eu le temps de lui raconter l'Affaire Dreyfus, « épisode central qui a joué un rôle décisif dans [sa] vocation d'historien » en lui inculquant à jamais « la croyance dans le triomphe possible de la vérité ». Si la guerre d'Algérie est par la suite le « déclic » qui fait de lui un « dreyfusard en action », c'est bien le rôle « éminent »



Pierre Vidal-Naquet, en 2000.

des historiens dans la réhabilitation du capitaine injustement dégradé qui le fascine dès l'âge de 12 ans. Cette prise de conscience précoce explique certainement une très grande part de ses engagements politiques et de ses travaux d'historien de la Grèce ancienne. Bien qu'on le lui ait souvent reproché, l'originalité de son œuvre aux « facettes multiples » réside justement dans ces allers-retours qui voient cet « antiquisant » travailler également sur l'histoire la plus contemporaine, demeurant là fidèle à une conception de la *polis* – la « cité » en grec, origine du mot « politique » – dont les Athéniens furent les inventeurs plusieurs siècles avant notre ère. Pierre Vidal-Naquet a en effet surpris ses contemporains, qu'ils soient historiens ou non, par les « détours » (« la loi de mon travail ») qu'il emprunte sans cesse pour appuyer et donner force aux démonstrations qu'il développait dans ses livres et ses articles. Ainsi, lorsqu'il écrit sur Jean Moulin pour démonter la calomnie (lancée par Thierry Wolton) l'accusant d'avoir été un agent soviétique, opère-t-il un « détour » par l'histoire, trois mille ans avant Jésus-Christ, des héros mésopotamiens, afin de montrer « comment s'opère la construction du héros et comment on peut l'inverser ». De même, dans les *Assassins de la mémoire* (La Découverte/poche), qui rassemble ses écrits contre les négationnistes, raconte-t-il la destruction des Hilotes de Sparte, qui, selon

Thucydide, disparurent sans qu'on ne sache jamais comment on les avait éliminés. Pierre Vidal-Naquet note alors, malgré ce mystère et quelques différences, la ressemblance de la destruction des Juifs d'Europe avec celle des Hilotes. Toutefois, aucun historien n'a jamais « suggéré que cette explosion de haine et de ruse avait été inventée par quelque proche des victimes »...

Ce volume d'entretiens permet ainsi de suivre pas à pas le travail de l'historien, en s'attardant autant sur la dénonciation de la torture pendant la guerre d'Algérie que sur ses recherches autour de la tragédie grecque, lorsqu'il se mit à collaborer avec Jean-Pierre Vernant, « rencontre fondamentale » pour lui. Mais ces discussions sont aussi l'occasion d'un retour passionnant sur plus d'un demi-siècle de vie intellectuelle française et internationale, au fil des échanges, parfois des batailles, avec les plus grands penseurs de son temps. Aussi, Pierre Vidal-Naquet ne cache-t-il pas son admiration pour Maxime Rodinson, Claude Lévi-Strauss, Pierre Bourdieu (« éveillé extraordinaire ») ou Michel Foucault (avec qui il participa au Groupe d'information sur les prisons). Sans oublier celle qu'il avait, malgré des désaccords, pour Raymond Aron. Enfin, il apparaît clairement que le combat qui le tourmentait toujours autant à la fin de sa vie concernait le droit des Palestiniens à avoir un État, et la coexistence de celui-ci avec un État d'Israël dont il dénonça, après 1967, la menace « d'algerianisation ». Or, figure du collectif « Trop, c'est trop ! » regroupant des Juifs français opposés à la politique israélienne, l'historien salue justement avec chaleur ce vœu de « coexistence » qui, en arabe, se dit « *Ta'ayush* », exprimé par un mouvement de pacifistes israéliens, dont « il est beau » qu'ils aient choisi ce nom arabe (2). Pierre Vidal-Naquet, c'est certain, n'a pas fini de nous manquer.

OLIVIER DOUBRE

*L'histoire est mon combat, Pierre Vidal-Naquet, Entretiens avec Dominique Bourel et Hélène Monsacré, Albin Michel, « Itinéraires du savoir », 224 p., 17 euros*

(1) *Mémoires, I, 1930-1955, Seuil/La Découverte, 1995.*

(2) *Pierre Vidal-Naquet signale le magnifique livre de l'un d'entre eux, David Shulman, Ta'ayush : Journal d'un combat pour la paix, Israël-Palestine 2002-2005, traduit de l'anglais par Tiphaine Samoyault, Seuil, 284 p., 20 euros.*

# Un colloque historique

Diverses personnalités ont rendu hommage à Pierre Vidal-Naquet. Émouvant et passionnant.

**S**i Pierre Vidal-Naquet s'était fait pas mal d'ennemis au cours de ses nombreux combats politiques, il comptait assurément, outre un grand nombre d'admirateurs, beaucoup d'amis... La Bibliothèque nationale de France, les éditions La Découverte, l'École des hautes études en sciences sociales, la LDH et le Collectif « Trop, c'est trop ! » (association de personnalités, en grande majorité des Juifs français, qui dénoncent la politique israélienne d'occupation coloniale des territoires palestiniens) lui avaient dédié conjointement une journée d'hommage, vendredi 10 novembre, dans le grand auditorium de la bibliothèque François-Mitterrand. Ce colloque restera sans doute comme un événement historique à part entière. Toutes les interventions prévues, de très grande qualité, eurent d'ailleurs lieu devant un public si nombreux qu'après la pause du déjeuner, il fut décidé d'ouvrir le second auditorium, afin de permettre aux personnes restées à la porte de pouvoir suivre les débats en duplex...

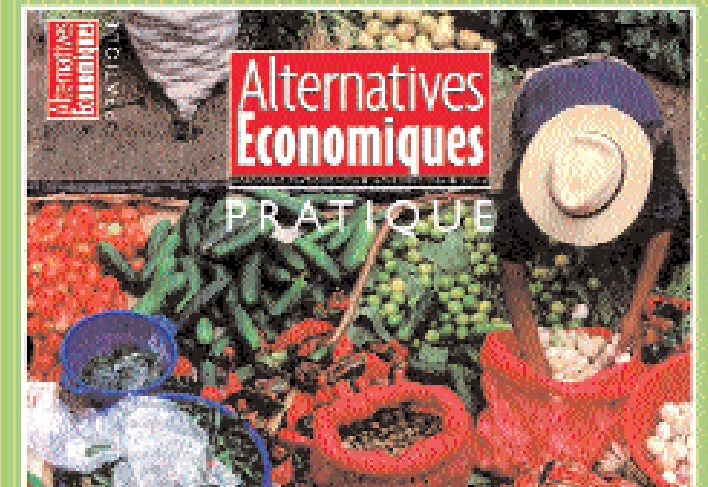
Après une introduction par François Gêze, directeur de La Découverte, et le directeur de la BNF, Jean-Noël Jeanneney, cinq séquences étaient prévues autour de cinq des facettes de la vie de l'historien. De « l'enfance et la famille », narrees entre autres par son fils François, l'indianiste Charles Malamoud (avec qui il s'était lié dès l'adolescence) ou son cousin Jacques Brunschwig, à son travail d'historien de la Grèce ancienne, décrit par Jean-Pierre Vernant, François Hartog ou Manolis Papathomomoulos, la journée se conclut par le combat qui résumait tous les autres : le respect des droits de l'homme. Alain Schnapp, Stéphane Hessel et Jean-Jacques De Felice évoquèrent ainsi l'« intellectuel dreyfusard » – comme il se plaisait à se présenter lui-même – qu'il fut toute sa vie.

O. D.



Jean-Paul Sartre, le mathématicien Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet et le journaliste Claude Bourdet, lors d'une conférence de presse, à Paris, le 8 février 1968.

En vente actuellement



## La consommation citoyenne

- Alimentation, transports, vacances, vêtements...
- consommer autrement, c'est possible !
- Labels, marques, distributeurs, comment choisir
- Et toutes les bonnes adresses



Où trouver des jouets éthiques ? Comment se chauffer sans aggraver l'effet de serre ? Le commerce équitable est-il efficace ? Un guide indispensable pour changer ses comportements individuels et réfléchir sur les enjeux collectifs de la consommation citoyenne. Avec un choix de bonnes adresses pour faire ses courses au quotidien.

**9,50 €**  
chez votre marchand de journaux  
176 pages

Commandes en ligne et sommaire détaillé sur [www.alternatives-economiques.fr/pratiques](http://www.alternatives-economiques.fr/pratiques)  
L'autre regard sur l'économie et la société



LA VIE  
ASSOCIATIVE  
ET CITOYENNE

RÉSISTANCES  
À la  
mondialisation  
libérale,  
mouvement social,  
femmes,  
sans-papiers...

ÉCONOMIE  
SOLIDAIRE  
Monde mutualiste,  
mouvement  
coopératif,  
commerce  
équitable...



ÉCOLOGIE  
Environnement,  
cadre de vie...

CULTURE  
ALTERNATIVE  
Théâtres de rue,  
friches, squats...

SUR LE NET  
L'action citoyenne  
sur la toile

La séquence Action est coordonnée par Françoise Galland avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), David Langlois-Mallet, (Culture), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

Contacts : Françoise Galland, 01 55 25 86 88, association@politis.fr

Pour la partie Économie solidaire : Thierry Brun, 01 55 25 86 87, ecosocial@politis.fr

LOGEMENT

Visites en fanfare

Excédés par les prix des loyers dans la capitale, de jeunes Parisiens mal logés lancent Jeudi noir. Un collectif qui organise des happening festifs dans des appartements à louer, et espère faire des émules ailleurs en France.

« Car je cherche et je trouverai, cet appart qui me manque tant, me manque tant... De particulier à particulier... » Sur l'air du tube « Partenaire particulier » du groupe Indochine, une fine troupe d'une trentaine de joyeux drilles s'époumone dans les 10 m² d'une studette à louer pour la modique somme de 520 euros mensuels, au cœur du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Flûtes en plastique gorgées de mousseux, « du bon, à un euro la bouteille », sono à tue-tête, ballons de foire et cotillons, hauts-de-forme démesurés, hurluberlus grimés, l'ambiance est à la rigolade. Pour médiatiser un sujet nettement moins comique : la crise du logement locatif qui touche les jeunes à Paris et, par extension, un peu partout en France.

Regroupés depuis quelques semaines sous la bannière informelle du collectif Jeudi noir (1), ils sont une poignée de trentenaires à avoir eu l'idée de militer contre l'exubérance manifeste des prix des loyers à Paris. Lionel, 31 ans, travailleur précaire dans les assurances, vit dans 25 m² à Belleville, pour 609 euros. Il a obtenu son logement accompagné de sa sœur, institutrice en Bretagne, qu'il a présentée au propriétaire comme sa compagne et future cooccupante des lieux. « Un copain qui cherchait un appartement me racontait récemment les horreurs qu'il a visitées, affichant des prix indécents, raconte-t-il. Et puis, un jour, une de ces visites collectives s'est muée en fête improvisée : en fait, personne ne voulait louer le studio mais tous venaient voir ce à quoi on avait droit pour un prix aussi ahurissant. » L'idée des jeudis noirs est née. En référence au crack boursier de 1929, dont les militants attendent impatiemment la répétition dans sa version immobilière. Mais également en hommage au jour de parution de l'hebdomadaire *De particulier à particulier*, le pavé regroupant l'essentiel des petites annonces immobilières des propriétaires privés, hors des agences immobilières et de leurs frais exorbitants. Pour les jeunes en quête de logement, la chasse aux petites annonces commence dans ces pages dès potron-minet, à l'ouverture des kiosques à journaux. Ils y dénichent des logements « toujours plus chers et des bailleurs toujours plus exigeants », ou envisagent, à défaut, des « solutions alternatives » comme la colocation, la sous-location, le squat chez des proches, voire le retour au bercail parental...

Avec Julien et Leila, rencontrés dans le mouvement Génération précaire (2), le collectif s'organise très vite autour d'un site Internet fort



Dans un 17 m² à 660 euros, une poignée de trentenaires militent gaiement contre l'exubérance des loyers.

bien ficelé, et mène sa toute première action le 28 octobre, une des dates symboliques du crack boursier. Une semaine plus tard, le 4 novembre, le premier rendez-vous du jour est fixé rue Beaubourg, dans le III<sup>e</sup> arrondissement. Tout en supervisant l'arrivée des troupes, Leila, 24 ans, hébergée par une amie, explique : « Comme pour les stages, nous subissons un bizutage au niveau du logement. On parle souvent, à raison, de la détresse sociale des populations les plus défavorisées quand on évoque les prix de l'immobilier. Mais tout le monde est concerné. »

Armés des garanties de leur frigo, ou « du bilan psychologique de grand-mère », manière de singier les documents de plus en plus insolites exigés par les propriétaires, les membres de la troupe se dirigent vers le 78, rue du Temple, pour une cible de choix : un studio de 17 m² proposé à 660 euros, charges comprises. En quelques minutes, la foule bigarrée déborde largement de l'appartement. Dans le couloir, le propriétaire, un jeune homme de trente

ans estomaqué par le spectacle, se justifie comme il peut : « J'ai acheté cet appartement il y a quatre ans et je dois rembourser 820 euros par mois. Je n'ai pas de solution miracle : à l'achat aussi c'est cher. J'ai également été locataire. Je suis passé par là. » En une demi-heure, le happening est plié. L'endroit est débarassé proprement, les tracts ramassés. Une heure plus tard, Leila joue le rôle d'appât pour les 10 m² à 520 euros de la rue de l'Asile-Popincourt, dans le XI<sup>e</sup>. La visite privée se transforme là encore en boum improvisée. Dans les escaliers, les enchères montent : « 520 euros, qui dit mieux ? 540 euros, oui ! J'ai 560 euros à ma gauche ! » Pendant qu'une voisine appelle la police, le propriétaire, stupéfait, se montre plutôt chaleureux et disert : « Je ne passe pas par les agences, ce sont des voleurs. Comme caution, je demande les documents habituels, et je loue ce studio à partir de 1 000 euros de revenus. » Ce qui laisserait, royalement, un quant à vivre de 480 euros... Après le contrôle d'identité de rigueur, les

Jeudi noirs débriefent l'action du jour sur le trottoir du boulevard Voltaire. Marie, après cinq ans de sciences politiques et un début de carrière dans la solidarité internationale, doit s'accommoder de ses 800 euros d'allocation chômage pour régler les 680 euros de son 37 m² « insalubre » dans le X<sup>e</sup> arrondissement, partagé avec son ami. « La seule réponse au problème, c'est le logement social. Or, ce n'est pas une solution », peste la jeune fille. L'effet dominos joue en effet à plein : les locataires aux revenus relativement confortables, mais évincés du parc locatif privé par la faute de l'explosion des loyers, se tournent, quand ils le peuvent, vers le logement social et chassent les postulants « naturels » à ces appartements. Ces derniers se retranchent sur le logement très social, délogeant à leur tour les plus modestes, renvoyés vers les dispositifs d'urgence, eux aussi engorgés, ou à la rue. « C'est

le problème de tous, reprend Marie, des locataires contraints d'accepter de payer des loyers faramineux, des propriétaires qui profitent de la situation, de l'État qui doit faire quelque chose. » Et le tout nouveau collectif d'encourager d'autres groupes de jeunes mal logés, partout en France, à s'approprier les outils du Jeudi noir, avec un « kit d'action » clés en main disponible sur le site Internet. En attendant la diffusion du mouvement, Lionel, préposé aux cotillons, a l'analyse amère : « Alors que l'on est administrativement majeur à 18 ans, personne n'est plus économiquement majeur à cet âge-là. Un faisceau de causes diverses nous maintient trop longtemps dans une sorte d'adolescence. » Il y a du provisoire qui dure.

XAVIER FRISON  
(1) Jeudi noir, www.jeudi-noir.org, contact@jeudi-noir.org  
(2) www.generation-precaire.org

Aux portes du logement

Dans son dernier rapport, la Fondation Abbé-Pierre confirme la dégradation des conditions d'habitation des jeunes.

Le rapport 2006 de la Fondation Abbé-Pierre, onzième du genre, ne s'y est pas trompé. Il s'ouvre par le logement des jeunes, « dans l'œil du cyclone », et consacre une large part de ses pages au problème. La fondation, inquiète, parle d'une « aggravation récente qui élargit le cercle des jeunes concernés par des difficultés de logement ». Ne sont plus seulement touchés les jeunes en errance, faiblement qualifiés et précaires, mais aussi de plus en plus « de jeunes qualifiés, disposant d'un travail et de revenus qui, il y a peu de temps encore, leur permettaient d'accéder à un logement ». La dégradation très nette de la situation s'explique par une crise du logement « sans précédent qui génère des effets sociaux durables et, pour certains, probablement irréversibles ». Quelle que soit leur situation, salariée en CDI ou précaire, femme ou homme, isolé ou en couple, une grande partie des jeunes de moins de 30 ans ont « un parcours résidentiel qui se construit sous de telles contraintes qu'il en résulte des dysfonctionnements en cascade dans les différentes sphères de [leur] vie privée et de [leur] vie sociale ».

Alors qu'ils sont déjà soumis à des difficultés économiques majeures, les jeunes en recherche de logement sont confrontés à une offre « limitée et inadaptée » d'appartements. Car, s'ils sont désormais « plus pauvres, plus mobiles » et qu'ils vivent plus souvent en ville que les générations précédentes, « ils sont essentiellement orientés vers le parc locatif privé » : 52 % des jeunes de moins de 30 ans étaient locataires du secteur libre en 2002, tandis que 14 % étaient en situation de sous-location ou occupaient un logement meublé. Seuls 21 % disposaient d'un logement social. Orientés essentiellement vers les petits logements du parc privé pour cause de parc HLM inaccessible (rareté des petits logements, forte demande familiale et modalités d'attribution défavorables), « les jeunes sont conduits à payer les loyers les plus chers ». En effet, les studettes et autres minuscules appartements « ont des coûts de location au mètre carré supérieurs de 40 à 50 % à ceux des plus grands logements ». En raison, notamment, de la forte mobilité qui touche ces

logements et autorise des réajustements de loyer à chaque changement de locataire. Plus que d'autres, les jeunes restent donc « aux portes du logement » : en 2002, 55 % des jeunes âgés de 19 à 26 ans déclaraient vivre chez leurs parents, alors que 35 % de cette population avait un emploi.

Pour la fondation, « l'état de jeunesse » n'apparaît plus comme une période de transition vers une certaine stabilité « mais davantage comme une période permettant d'apprendre à vivre sous la menace permanente de la précarité ». Or, la débrouille et la solidarité familiale, bien connues des membres du collectif Jeudi noir, ont leur limite : « Il semblerait d'ailleurs que l'on soit parvenu au bout d'un système », constate la Fondation Abbé-Pierre. Car les concessions faites par les jeunes, tout comme les actions mises en œuvre pour les aider, « ne parviennent plus à amortir les effets de la crise ». Résultat de ce nivellement par le bas : « la régression sociale à laquelle on assiste » a pour effet de mettre en concurrence toutes les catégories de jeunes les unes contre les autres, « reléguant toujours plus loin les possibilités d'insertion des plus fragiles ».

X. F.  
Fondation Abbé-Pierre, rapport complet sur : www.fondation-abbé-pierre.fr/rml.html



Les loyers parisiens sont devenus inabordables pour la majorité des jeunes.

« C'est le problème de tous : des locataires contraints d'accepter de payer des loyers faramineux, des propriétaires qui profitent de la situation, de l'État qui doit faire quelque chose. »

Agenda

Lyon : Le 24 novembre, à 18 h, le Collectif 69 de soutien au peuple palestinien invite à une soirée de conférences et de témoignages, intitulée « Six heures pour la Palestine », à la Bourse du travail. Au programme, des conférences sur l'occupation israélienne et ses conséquences : problèmes juridiques, sociaux, économiques et politiques, témoignages. Sont également prévues des projections de films, une exposition et une librairie.  
Rens. : <http://collectif69palestine.free.fr>, [palestine69@wanadoo.fr](mailto:palestine69@wanadoo.fr)

Pontault-Combault : le 17 novembre, à 20 h 30, une projection-débat du film *Bamako* de Abderrahmane Sissako est organisée dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale, avec le service de la citoyenneté de Pontault-Combault, le cinéma Apollo, Attac fait son cinéma et d'autres associations. Sujet de la discussion : « Les institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international) participent-elles à la misère de l'Afrique ? »  
Cinéma Apollo, 62 av. de la République, 77340 Pontault-Combault.

Marseille : le 25 novembre, à 15 h, devant l'Alcazar, Ni putes ni soumises-13 propose un rassemblement contre les violences faites aux femmes. Une marche partira du même endroit à 16 h, jusqu'à la maison des associations. Des témoignages et la projection du film *Moolade*, suivie d'un débat en présence des deux acteurs et du réalisateur, Ousmane Sembene, sont prévus à partir de 18 h, à la maison des associations.  
Rens. : NPNS-13, 06 67 20 59 42, [npens13@yahoo.fr](mailto:npens13@yahoo.fr)

Paris XI<sup>e</sup> : le 20 novembre, à 16 h 30, la Maison des métallos et l'Union fraternelle des métallurgistes vous invitent aux rencontres publiques « Le souci de l'autre ». Cette semaine, la rencontre a pour thème « Art contemporain : le laboratoire esthétique », avec Paul Ardenne, docteur en histoire de l'art et maître de conférences à la faculté d'art d'Amiens.  
Maison des métallos, salle Jean-Borne, 94, rue J.-P. Timbaud. Entrée gratuite. Réservation conseillée : 01 47 00 25 20, [reservation@maisondesmetallos.org](mailto:reservation@maisondesmetallos.org).  
Rens. : [www.maisondesmetallos.org](http://www.maisondesmetallos.org)

Paris XVI<sup>e</sup> : le 3 décembre, à 16 h, l'Orchestre national de France s'engage aux côtés de l'association Musique et santé, pour un concert à la Maison de Radio France (salle Olivier-Messiaen). Donné au profit de l'association, ce concert réunira la chanteuse Juliette et les musiciens de l'Orchestre national de France.  
Prix des places : 15 euros, 8 euros pour les moins de 18 ans. Réservation au 01 56 40 15 16 et sur [www.concerts.radiofrance.fr](http://www.concerts.radiofrance.fr). Rens. : 01 55 28 81 00, [www.musique-sante.org](http://www.musique-sante.org)

Paris XVIII<sup>e</sup> : le 18 novembre, à partir de 18 h 30, le réseau Immigration développement démocratie organise une soirée « Itinéraires de migrants ». À 20 h, la compagnie Opsis présentera sa création, *Votre voisin n'a pas de papiers*, adaptation scénique d'un recueil de témoignages publié par la Cimade. La pièce de théâtre sera suivie d'un débat animé par deux intervenants.  
Entrée libre et gratuite dans la limite des places disponibles. Théâtre de la Reine-Blanche, 2 bis, passage Ruelle, 75018 Paris.  
Rens. : 01 55 79 09 34, [www.idd-reseau.org](http://www.idd-reseau.org)



Éric Hazan

Notes sur

l'occupation

Naplouse, Kalkilyia, Hébron

Naplouse encerclée dans ses montagnes, Kalkilyia immobilisée dans le réseau du mur et des routes de contournement, Hébron, étouffée par les colonies du centre-ville : ces *Notes* ont été prises là, en mai-juin 2006, dans les rues, chez les familles de prisonniers, dans les camps de réfugiés et les villages, auprès de responsables politiques. Il s'agissait de restituer au jour le jour le fonctionnement de cette grande machine bureaucratique-militaire qu'on désigne sous le terme assez abstrait d'*occupation*.

Éric Hazan dirige les éditions La Fabrique. Il a récemment publié *L.Q.R., la propagande du quotidien* (Raison d'agir, 2006)

128 pages, 7 euros.

[www.laifabrique.fr](http://www.laifabrique.fr)

La fabrique éditions

Action

RÉSISTANCES

IMMIGRATION  
Les mineurs en danger

L'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé) rappelle que les droits des mineurs isolés en zone d'attente, accompagnés par un administrateur ou non, sont « constamment bafoués ». Depuis toujours, l'association estime que le maintien en zone d'attente d'un mineur étranger isolé « est incompatible avec l'état de danger dans lequel il se

trouve nécessairement ». Ce danger, qu'il soit durable ou ponctuel, est même « accru » dès lors qu'un réacheminement, susceptible d'intervenir à tout moment, peut conduire le mineur vers une destination avec laquelle il n'a parfois aucune attache « et le ramène parfois entre les mains de filières que les pouvoirs publics ont pourtant le devoir de réprimer ». Logiquement, l'Anafé précise que la mise en place par le législateur d'un administrateur *ad hoc*,



chargé de représenter le mineur pour toutes les procédures administratives et juridictionnelles afférentes au maintien en zone d'attente, « n'apporte pas de véritable solution », dès lors que la seule autorité susceptible d'y répondre est le juge des enfants, en charge de la protection judiciaire de l'enfance.

Anafé, [www.anafe.org](http://www.anafe.org)

DISCRIMINATIONS

Faire bonne mesure

La Haute Autorité dénonce enfin les inégalités qui frappent les anciens combattants des ex-colonies.

La polémique sur la revalorisation des pensions des anciens combattants des ex-colonies continue (voir *Politis* n° 922). Dans une délibération du 9 octobre 2006, la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), dont la mission est de porter assistance aux victimes de discriminations, a enfin admis que la législation française repose sur « une discrimination à raison de la nationalité » dans le calcul de ces pensions. L'organisme recommande au gouvernement « de prévoir un dispositif de revalorisation » de l'ensemble des prestations (pensions civiles et militaires d'invalidité, retraite du combattant, pensions civiles et militaires de retraite, pensions de réversion, etc.) et non des seules « prestations du sang ».



Cette recommandation intervient alors que le gouvernement a annoncé, lors du Conseil des ministres du 27 septembre dernier, la revalorisation des seules retraites du combattant et des pensions militaires d'invalidité. Une mesure très partielle dénoncée par les associations, qui ne concerne que deux pensions sur la demi-douzaine de prestations dues aux dizaines de milliers d'anciens fonctionnaires civils et militaires des anciennes colonies, qui

continueront à être gelées. Si les associations mobilisées se félicitent de cette recommandation, elles regrettent que la Halde, saisie dès novembre 2005 par le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti) et le Collectif des accidentés du travail, handicapés et retraités pour l'égalité des droits (Catred), « ne se soit pas aussitôt mobilisée sur ce dossier ». Car il s'agit bien « d'une des discriminations légales les plus

anciennes, les plus massives (plusieurs dizaines de milliers de victimes) et qui a donné lieu à des milliers de décisions judiciaires depuis des décennies ».

Il a fallu attendre la médiatisation du film *Indigènes* de Rachid Bouchareb pour que la Haute Autorité sorte enfin de sa torpeur. Dès

lors, « sa prise de position apparaît davantage comme une victoire du show business que comme celle du droit » ironise le Gisti. Après avoir constaté le caractère discriminatoire de cette législation, et demandé au gouvernement d'y mettre fin, la Halde sera, comme le prévoit la loi, consultée sur les projets de réforme qui doivent être engagés, en 2007, devant le Parlement sous la forme d'amendements à la loi de finances.

XAVIER FRISON

Gisti : [www.gisti.org](http://www.gisti.org)  
Catred : 20, bd Voltaire, 75011 Paris, 01 40 21 38 11, [asso.catred@wanadoo.fr](mailto:asso.catred@wanadoo.fr)

SOLIDARITÉ  
Montagne pour tous

Début novembre, le Secours populaire français (SPF) invitait 300 personnes en difficulté, soit 83 familles, à partir en vacances dans les Hautes-Alpes. Ce séjour est la première action des « Pères Noël verts » du SPF, qui poursuivront leurs initiatives tout au long du mois de novembre et de décembre. Avec un but simple mais essentiel : permettre aux familles en grande difficulté, personnes âgées ou isolées, de fêter dignement la fin de l'année.

Secours populaire, 9-11, rue Froissart, 75140 Paris Cedex 03, 01 44 78 21 00, [www.secourspopulaire.fr](http://www.secourspopulaire.fr)

NIGER

Aide à l'éducation

L'association Solidarité laïque convie chacun à collecter du matériel scolaire neuf en faveur des enfants du Niger, en Afrique de l'Ouest. Mise en place jusqu'au 30 novembre, l'opération intitulée « Un cahier, un crayon » doit permettre d'améliorer les conditions de scolarisation des enfants des écoles primaires publiques des secteurs les plus défavorisés du pays. Menée intelligemment, la campagne prend en compte les réalités économiques du pays, dans une vraie démarche d'aide au développement. Ainsi, pour ne pas concurrencer la production et les circuits de diffusion locale de fournitures scolaires, la collecte est complétée par une contribution financière qui doit aider leur achat sur place. Pour participer : **Solidarité laïque**, 22, rue Corvisart, 75013 Paris, 01 45 35 13 13, [www.solidarite-laïque.asso.fr](http://www.solidarite-laïque.asso.fr)



TÉLÉPHONIE

Le XX<sup>e</sup> résiste

Dans une lettre ouverte au maire du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, l'Association pour la baisse concertée de la puissance des antennes-relais intra-muros (ABC Paris) demande une nouvelle fois « l'abandon définitif du projet de pose d'antennes-relais pour la téléphonie mobile, au 16 et 65, rue Planchat ». Ce projet a, en effet, été mal accueilli lors de la commission de concertation de la mairie de Paris le 5 octobre dernier. « C'est la deuxième fois qu'un avis défavorable est rendu, le précédent datant du 24 juin 2004 », rappelle ABC Paris. Or, « rien n'empêche l'opérateur de téléphonie mobile concerné de représenter son projet, encore et encore, comptant sur une usure de la mobilisation citoyenne ». Selon l'association, le projet « est resté le même qu'il y a deux ans », et les conditions qui ont conduit à argumenter contre une implantation « sont également inchangées, et le resteront ». Elle demande donc au maire du XX<sup>e</sup> « de prononcer l'abandon définitif du projet [...] et d'en finir avec ce harcèlement dont nous, riverains, faisons l'objet de la part de cet opérateur ». En attendant, ABC Paris maintient sa mobilisation et se dit prête à riposter « à un possible coup de force des opérateurs ». Les voilà prévenus.

X. F.

ABC Paris, 16, rue Planchat, 75020 Paris, [abc.paris@free.fr](mailto:abc.paris@free.fr)

SOLIDARITÉ  
Des jouets pour le XVIII<sup>e</sup>

Pour la première fois dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le conseil de quartier Amiraux-Simplon-Poissonniers organise une foire aux jouets. Depuis le 10 novembre, les habitants du quartier peuvent déposer les jouets dont ils ne veulent plus. Le 16 décembre, les fruits de la récolte seront vendus – pour un euro environ – par les parents d'élèves du quartier, ce qui permettra aux enfants, notamment ceux qui sont défavorisés, d'avoir quelque chose dans leurs chaussures à Noël. Pour déposer les jouets, rendez-vous sur le site **Shurgard Paris-Marcadet-Poissonniers**, situé 96, rue des Poissonniers, 75018 Paris, tous les jours de 6 h à 22 h. Infos : 01 42 62 25 80, [paris.marcadet-poissonniers@shurgard.fr](mailto:paris.marcadet-poissonniers@shurgard.fr)

DROITS DE L'HOMME  
Engagez-vous !

LesJeunes d'Amnesty International reprennent



du poil de la bête. Réunis au sein de groupes ou « d'Antennes », ils sont actuellement en phase de recrutement. Ils recherchent notamment des bénévoles pouvant accorder du temps à l'exécution de tâches diverses et variées au secrétariat national d'Amnesty. Dans les Antennes, il s'agit « de réfléchir et d'agir collectivement avec des jeunes de ton âge, amis ou camarades de classe, du lycée, de la fac ou dans ton quartier », en étant membre actif ou sympathisant, précise l'appel. Pour les moins de 16 ans, une autorisation parentale est nécessaire. Et à vous l'aventure ! **Jeunes d'Amnesty**, [www.amnesty.fr](http://www.amnesty.fr), [coojeune@amnesty.fr](mailto:coojeune@amnesty.fr)

Action

SUR LE NET

Liberté chérie

Amnesty en appelle aux citoyens, internautes et blogueurs pour défendre les libertés fondamentales. Notamment celle de l'expression et de l'information sur le Net, fortement mise à mal par « des gouvernements qui répriment la liberté d'expression, avec l'aide de certaines des plus grandes entreprises » dans les pays en voie de développement, comme dans les pays riches, et qui sont de moins en moins tolérants à l'égard de la contestation. L'ONG invite les blogueurs à se manifester avant le Forum sur la gouvernance d'Internet (IGF), qui a eu lieu à Athènes, du 30 octobre au 2 novembre. Et après aussi, car il y a peu de chances que le problème soit réglé lors du Forum. Simultanément, Amnesty lance un deuxième appel pour défendre le droit des migrants et des demandeurs d'asile, un traitement humain et individuel. Il y a déjà un an, rappelle l'ONG, 13 migrants ont été tués et des centaines d'autres blessés en tentant de pénétrer dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, au Maroc. Un an plus tard, les enquêtes pour déterminer les responsabilités, du côté des Marocains ou des Espagnols, ne sont toujours pas terminées et aucune mesure préventive n'a, semble-t-il, été adoptée. Amnesty demande à l'Europe de procéder d'urgence aux enquêtes afin « que cessent les expulsions immédiates et collectives... Elles sont illégales, car elles n'examinent pas les cas individuels et n'identifient pas les demandeurs d'asile.

En outre, la manière dont ces expulsions sont menées met souvent physiquement en danger les personnes expulsées » [http://www.amnesty.fr/index.php/amnesty/s\\_informer/co mmuniques\\_de\\_presse](http://www.amnesty.fr/index.php/amnesty/s_informer/co mmuniques_de_presse)

Chômeurs blogueurs



Si l'on en croit les chiffres, les chômeurs seraient de moins en moins nombreux et de plus en plus déprimés. Si on fait un tour sur le Net, on trouve les preuves du contraire : des sites de chômeurs, des forums où ça discute ferme, et des blogs à la pelle. Sur le blog du chômeur Alexandra, par exemple, qui cherche activement du boulot, on trouvera des chiffres et des infos croustillantes. Rémi Lalouze nous raconte les humeurs quotidiennes (et drôles) d'un RMIste parmi tant d'autres (en pleine tentative de rédemption). À force d'écrire à monsieur Fallait-y-penser-avant, il a fini par trouver un CNE. On lui souhaite bonne chance !

Toute une liste de liens ici : [http://www.hns-info.net/article.php3?id\\_article=9609](http://www.hns-info.net/article.php3?id_article=9609)

Aide à publication

Le Guide de self-défense juridique est un outil de service public, pourrait-on dire, créé il y a trois ans, et disponible en ligne. Une version actualisée va être publiée sous le titre *Face à la police / Face à la Justice*. Pour ceux qui souhaiteraient commander ce bouquin à l'avance, au prix de 3 euros, une souscription est lancée auprès de l'éditeur. <http://guidejuridique.net> <http://www.laltiplano.com>

BABIL WEB

PAR CHRISTINE TRÉGUIER

Pompiers pyromanes

On est bien contents, faute de mieux, d'avoir une « autorité indépendante » nommée Cnil. Et on apprécie le cri d'alarme lancé à Londres par son président, Alex Turk, avertissant de l'imminence d'une société sécuritaire omnisurveillée (voir *Politis* n° 924). En le replaçant toutefois à sa juste valeur, car M. Turk fait, si l'on ose dire, son Chirac. On ne peut pas simultanément, sauf à s'avouer schizophrène, jouer les pompiers du haut des tribunes internationales – ne jurant que par le respect de l'environnement ou des libertés publiques – et agir en pyromanes en négligeant la mise en œuvre des mesures nécessaires, voire en faisant l'exact contraire.

Rappelons-le, encore une fois, Alex Turk a bien tu ses critiques (s'il en avait) lors de la révision de la loi Informatique et Libertés. Il ne s'est opposé que mollement au retrait des fichiers de sécurité (police/justice) de la compétence de la Cnil (pourtant créée en 1978 à cause de, et contre, la multiplication et l'interconnexion de ceux-ci). On peut même le considérer comme une cheville ouvrière de cet abandon, puisqu'il était coauteur et rapporteur dudit projet de loi. Pour comprendre combien la crainte est justifiée, on peut consulter l'édifiant rapport de la mission parlementaire sur la prise en charge des individus dangereux. Page 50, il est question d'un « foisonnement de fichiers » (8 sont répertoriés, mais le nombre est bien supérieur) et de leur nécessaire amélioration. L'étape suivante est implicite, et déjà en cours pour les fichiers de police. Elle se nomme... « interconnexion ».

C'est également sous la présidence d'Alex Turk que l'autorité a validé, sans grande objection, les premiers systèmes biométriques. Pire, la Cnil a voté, le 27 avril 2006, trois autorisations uniques « simplifiant les formalités déclaratives de certains dispositifs biométriques : contour de la main sur les lieux de travail, empreinte digitale sur un support individuel pour le contrôle de l'accès aux locaux sur les lieux de travail et contour de la main pour l'accès au restaurant scolaire ». Arguant du fait que ces systèmes « ne présentent pas de risques particuliers au regard de la protection des données à caractère personnel », la Cnil s'est simplifiée la vie en validant par défaut, sur simple déclaration, « sans qu'aucune évaluation officielle » ni « aucune réflexion réelle n'ait été conduite sur les conséquences »... Gardiens des libertés, n'allumez pas les feux que vous prétendez éteindre, si vous voulez qu'on vous prenne au sérieux. **Le rapport :** [www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000800/index.shtml?xtor=EPR-526](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000800/index.shtml?xtor=EPR-526)



PUBLICITÉ  
Péter un boulon

Oui, mais collectivement, et dans un cadre maîtrisé qui permette de faire avancer de manière positive le débat sur l'invasion de notre imaginaire par les messages obséquieux

des marchands de lessive, de bagnoles et de portables... Le collectif des Déboulonneurs, né du mouvement antipub des barbouilleurs de 2004, nous invite à l'action. Il s'agit d'ouvrir le débat public, nous disent les Déboulonneurs, et d'obtenir « une réflexion



sur les conséquences environnementales, sociales et sociologiques, et les enjeux en termes de démocratie, de liberté et d'humanisme » du système publicitaire. Vendredi 24 novembre,

FANFARES

Redonner vie à la rue

Une nouvelle tentative pour sortir Paris de son ennui aseptisé. Avec quels moyens ?

Comment faire vivre la culture de rue dans une ville qui vit sous une législation martiale ? La question ne nous est pas posée par quelques barbudos encagoulés au sein d'une dictature tropicale, mais – après bien d'autres et très sérieusement – par une figure pantruchoise du monde carnavalesque, Basile Pachkoff, un authentique titi, descendant de Russes blancs. « À Paris, les gens l'ont oublié ou l'ignorent, mais la voie publique est régie par un arrêté des consuls qui date de 1803 », explique ce passionné d'histoire locale. « Avec cette législation de guerre civile, tout est a priori interdit dans la ville, sauf ce qui fait l'objet d'une autorisation expresse de la préfecture de police », résume celui qui a repris les rênes de la compagnie carnavalesque parisienne Les Fumantes de Pantruche. Une association créée par feu Alain Riou, élu (Verts), pour tenter de redonner vie à une tradition parigote, dans la belle lignée festive de la Fête des fous médiévale et du cortège du Bœuf gras.



Pour mener ce qui sera une énième tentative pour faire évoluer une situation aberrante, qui nous prive de l'expression de tous nos petits ménestrels de faubourg et rend la vie infernale aux joueurs d'orgue de barbarie comme aux troupes chantantes, Basile Pachkoff propose aux diverses fanfares et sociétés festives et estudiantines de se regrouper dans un comité. Il espère le soutien de carabins fanfarons, Makabés de la faculté de Bicêtre ou les Plaies mobiles de Broussais ; des écoles d'art, Grande

Masse des Beaux-Arts, la Super Masse des Arts-Déco ; ou les Platypus Braxx Band de l'École polytechnique, etc. Des drilles que nos rues gagneraient sûrement à voir sortir au grand jour.

Le talon d'Achille de cette approche par l'histoire, sa richesse mais sa faiblesse aussi, c'est la méthode proposée par Basile Pachkoff. Il veut se démarquer d'une tradition anar et populaire basée sur le rejet du képi et le sarcasme à l'égard des pandores. « La police

applique la loi avec efficacité, on ne peut pas le lui reprocher ! » Alors, Pachkoff se propose de convaincre les maires d'arrondissement des bienfaits de l'art dans la rue, « parce que, dit-il, le maire de Paris a trop à faire », en pariant « que tout le monde aurait à gagner à une évolution positive ». Pourquoi pas ?

Même si le ton excessivement obséquieux de son projet,

qui fait du préfet de police un protecteur historique des arts de la rue contre « les ennemis de la fête vivante et populaire qui ont pris le pouvoir en juillet 1789 », ou qui dénonce « le keufisme » comme un racisme, laisse un peu pantois (jusqu'au grand poulailler même, probablement !). On prendra en compte, malgré ses ambiguïtés, le caractère salutaire de l'initiative, dans une ville déjà à demi morte de ses rues aseptisées et abandonnées aux voitures et à l'hygiénisme marchand. La principale difficulté des volontés folkloristes de recréer des réjouissances reste que, pas plus que la vie ne se réprime, la joie ne se décrète.

DAVID LANGLOIS-MALLET  
www.carnaval-pantruche.org

des militants entendent assumer publiquement leurs actes de désobéissance civile, allant jusqu'à une mise en cause devant les tribunaux. Ils ont besoin de notre soutien et nous appellent au rôle d'observateurs engagés ! Rendez-vous le vendredi 24 novembre, à 19 h 28, à la sortie du métro Edgar-Quinet, 75014 Paris, www.deboulonneurs.org

LIVRE  
Biodiversité au salon

Réservez votre week-end du 15 au 17 décembre ! Une centaine d'éditeurs indépendants de France et d'ailleurs vous proposent de découvrir leur travail et celui des auteurs qu'ils éditent. Au menu : stands, lectures et dédicaces, bien sûr, mais aussi débats autour du Livre blanc de l'édition indépendante, des propositions de l'Association pour la biodiversité, ainsi qu'un partenariat actif avec le Secours populaire. Entrée gratuite.

4<sup>e</sup> Salon international de l'autre livre, du vendredi 15 au dimanche 17 décembre, de 10 h à 19 h, salle Olympe-de-Gouges, 15, rue Merlin, 75011 Paris. Contact : Association l'autre livre, 48, rue Sainte-Croix-La-Bretonnerie, 75004 Paris, www.lautrelivre.net

REVUE  
Ecorev et cauchemar

Travail, consommation, baignole, immigration « subie » et xénophobie choisie... Le numéro 24 de la revue d'écologie critique Ecorev fait le point sur la servitude volontaire dans un système où nous sommes devenus nos propres matons, en nous



CHANSON

Nouveau Cyrano



Le beaujolais nouveau, bien souvent décevant à force de compromissions, va gagner à la fréquentation d'un artiste de garde. Yannick Le Nagard écrit avec simplicité et un art amusé des chansons crânes, « empanachées d'indépendance et de franchise », pourrait-on dire. Se jouant de nous et de son physique passe-partout avec talent, il mène ses couplets comme sa vie de scène : tout droit où ça lui chante ! Gaffez-vous et tenez votre verre droit ce soir, on s'attache à ses chansons !

Yannick Le Nagard chante jeudi 16 novembre à 21 h 30, au Living Bar\*, 15, rue La Vieuville, 75018 Paris, www.livingbart.fr

Réservations : 01 42 52 85 34. Contact : http://yannick.lenagard.free.fr. Dernier CD : Vous êtes jeune (c'est bien, continuez), distribution Mosaic Music.

faisant les complices de la pression sociale exercée, notamment, sur nos désirs. Comment collaborons-nous à notre insu à notre enfermement dans des espaces intérieurs toujours plus réduits ? Comment nous plions-nous au discours dominant ? Quelle est la psychologie de la soumission ? Quelle résistance, quelle philosophie de la liberté ? Que nous en disent La Boétie, Simone de Beauvoir et les jeunes intellos encore vivants dans les décombres de l'écologie politique ? http://ecorev.org

DÉBAT  
3<sup>e</sup> mi-temps

On sort du spectacle et on recueille quelques mots de nos compagnons du soir sur le sens et l'impression que le spectacle a produits. On les rétribue de même monnaie, parfois autour d'un verre. Et puis chacun s'en retourne chez soi. Pour nous ouvrir un peu à ceux qui nous entourent, les agitateurs de la revue Cassandre nous proposent d'ouvrir le débat à la

microsociété éphémère qui se trouve rassemblée en cet instant de fin d'une représentation et de faire participer aussi la troupe à nos échanges. La première de ces « agoras » aura lieu dans la sympathique petite goutte d'eau culturelle d'un quartier très populaire de Paris, le Lavoir moderne parisien, bien connu de nos lecteurs. Un choix d'autant plus bienvenu qu'il aura pour thème deux spectacles qui résonnent fort dans ce quartier d'immigration africaine, les Soldats inconnus, sur le thème des Indigènes de 1939-1945, et Allah n'est pas obligé, d'Ahmadou Kourouma, qui, au travers d'une vie d'enfant dans la guerre, nous parle de ces conflits économiques que le Nord exporte au Sud. Surtout, ne vous arrêtez pas au terme un peu solennel d'agora, nul besoin de se présenter en toge et en cothurnes pour avoir voix au chapitre !

Lundi 20 novembre, 19 h 30, au Lavoir moderne parisien, 30, rue Léon, 75018 Paris, 01 40 35 00 98. Informations sur la soirée : www.Horschamp.org

Investissements « propres » ?



Ces nomades massais et 2 000 autres Kenyans dénoncent « l'injustice climatique » faite aux pauvres, lors de la conférence de l'ONU sur les changements climatiques (du 6 au 17 novembre, à Nairobi). L'Afrique – absente du « développement », un epsilon des émissions de gaz à effet de serre (GES) – payera pourtant le plus lourd tribut : sécheresse, désertification, etc. Le protocole de Kyoto permet à un pays industrialisé de s'acquitter de ses engagements de réduction de GES en investissant dans des projets (industries, forêts, etc.) « propres » dans un pays du Sud – le mécanisme dit « de développement propre » (MDP). Et que croyez-vous qu'il adviennne, dans un monde libéral ? Afrique, 3 % des échanges mondiaux : 0,9 % des projets MDP ! Inde, près de 10 % de croissance annuelle : 39 % de ces investissements, dont le montant pourrait atteindre 30 milliards de dollars en 2012.

CLIMAT

Plan-plan, ce Plan

Plan climat du gouvernement : ceux qui espéraient un décollage en seront pour leurs frais.

Alors que le dérèglement climatique fait enfin l'objet des conversations en ville (voir ci-dessus et ci-contre), on imaginait Dominique de Villepin à l'affût, avec la mise à jour du Plan climat français (de juillet 2004), annoncée lundi dernier, en pleine conférence de l'ONU sur le climat, à Nairobi. Pétard mouillé : quelques nouveautés, mais les principales cartouches ont été tirées avec le « pacte national pour l'environnement » du 4 octobre, bien mou : relèvement du plafond des Codevi pour financer des prêts « énergie » dans l'habitat, développement des HLM peu énergivores, promotion des réseaux de distribution de chaleur, développement d'un diesel hybride, etc. Dominique de Villepin complète la palette avec des « Espaces information énergie » qui vont passer de 160 à 320 en trois ans, la multiplication par 1,75 du budget de sensibilisation aux économies d'énergie... Les transports urbains ? On lance des « appels à projet ». Et voilà, par accolement de quelques mesures limitées, un « Plan ». Qui reste bien sûr

dépourvu de tout objectif chiffré. Si l'on cherche de l'emphase, c'est dans le vocabulaire pour qualifier l'effort consenti : « considérable », car l'engagement est « clair et résolu ». Les associations s'étranglent à écouter le ministre égrener son capital écologique : la France, « au premier rang des producteurs d'énergies renouvelables d'Europe » ? Grâce à ses grands barrages des années 1950. Un seul exemple, pour les efforts récents : en mètres carrés de capteur solaire par habitant, la France est au 11<sup>e</sup> rang de l'Union. Les « initiatives françaises sur les quotas d'émissions de CO2 » ? Bruxelles vient de tancer Paris, qui se propose d'émettre... 13 % de plus qu'émis en 2005 ! Le « renforcement du principe pollueur-payeur » ? La loi sur l'eau s'assoit dessus. Pilier de ce marketing politique, l'atout international ! La France, toute en muscles, compte proposer à l'Union une « taxe carbone » sur les produits en provenance de pays qui ne respectent pas le protocole de Kyoto – les États-Unis, donc !

PATRICK PIRO

Gaïa Network

La voilà, la chaîne TV francophone spécialisée dans le développement durable ! « Gaïa Network, la chaîne de la terre », est, pour sa fondatrice Dominique Martin-Ferrari, écologiste historique, la suite logique et ambitieuse du magazine « Gaïa », qu'elle a produit pendant dix ans pour France 5. Sa grille de programmes, dont une partie sera produite par la chaîne, met l'accent sur les efforts des individus et des collectivités vers un développement durable, qu'il s'agisse de protection de l'environnement, de cultures ou de savoirs. Gaïa Network, encore partiellement en chantier, démarre progressivement. Huit heures de programme sont d'ores et déjà visibles sur le site de la chaîne (www.gaia-network.com), qui sera visible, dès janvier prochain, sur un bouquet ADSL, câble ou satellite.

Irradiés nucléaires

Le dossier des irradiés des essais nucléaires français a progressé d'un pas, vendredi dernier, à Nancy : la cour d'appel vient d'ordonner une expertise médicale pour déterminer si les maladies d'André Geneix, 71 ans, ancien militaire, peuvent être imputables, comme il le plaide, à une irradiation accidentelle lors d'essais nucléaires menés en 1962 dans le Sahara algérien. Il souffre d'un cancer, d'une lombalgie et de maux de tête chroniques. Le rapport est attendu en février prochain. Plusieurs procédures identiques de demande de réparation pour préjudice sont en cours à la suite des essais français dans le Sahara et en Polynésie. Le 15 décembre, une expertise médicale concernant un autre ancien militaire sera rendue. Cependant, aucune demande d'indemnisation n'a abouti à ce jour, et il sera particulièrement difficile à la médecine d'établir un lien de cause à effet irréfutable entre les explosions et les maladies. Dans des situations similaires, plusieurs pays étrangers ont d'ailleurs admis leur responsabilité sanitaire sans attendre qu'elle soit formellement établie. L'État français, pour sa part, s'y est toujours refusé.

CHANGER D'ÈRE

PAR THIERRY JACCAUD

Du nerf, M. Hulot !

Enthousiasmant. Une vingtaine de caméras, autant de micros, une centaine de journalistes, les flashes qui crépitent, des célébrités de partout... La présentation par Nicolas Hulot de son « pacte écologique » (voir Politis n° 925) pour surmonter la crise qui menace la survie de l'humanité, mardi 7 novembre, a été un incroyable succès. Un pacte qui s'adresse aussi bien au grand public (www.pacte-ecologique-2007.org) qu'aux candidats à l'élection présidentielle. Et si ces candidats n'intégraient pas « dans les semaines qui viennent » de fortes mesures dans leur programme, eh bien Nicolas Hulot, l'une des personnalités les plus populaires de France, se porterait candidat à l'élection suprême. Autant dire qu'une telle condition vaut déclaration de candidature, sauf à croire au Père Noël ! D'autant que les sondages lui sont très favorables et laissent espérer un score à deux chiffres. Avec quel programme ? Nous ne reprendrons pas les nombreuses grandes déclarations de son pacte, déjà signées ou prononcées mille fois au plus haut niveau, mais nous arrivons aux « cinq propositions concrètes ». L'éventuel candidat les présente au débat et s'affiche sincèrement prêt à les modifier. Heureusement ! La première proposition consiste en la création d'un poste de Vice-Premier ministre chargé de l'Écologie, qui lirait tous les projets de loi avec la préoccupation du « long terme », alors que le Premier ministre serait, lui, contraint à une lecture de « court terme ». Outre l'alourdissement de la machine de l'État, on ne voit franchement pas comment un Premier ministre digne de ce nom pourrait accepter une telle doublure qui le ridiculiserait en permanence ! Passons. La seconde proposition porte sur la création d'une taxe sur le carbone. Mais... la moitié d'une excellente idée peut être désastreuse. En l'occurrence, appliquée telle quelle, cette taxe donnerait un fort avantage compétitif au nucléaire et justifierait sa relance ! Il est donc essentiel de proposer concomitamment à cette taxe sur le carbone une sortie rapide du nucléaire. Troisième proposition : transférer les 12 milliards d'euros de subventions agricoles européennes vers... la restauration collective. On se frotte les yeux, on questionne l'expert qui a concocté la mesure... mais non, ce n'est pas un mirage. Comment ! Subventionner la Sodexho plutôt que les paysans ! Il y a là une correction à apporter d'urgence... avant que Nicolas Sarkozy n'adopte cette idée ! Quatrième proposition : soumettre au débat public toutes les grandes décisions. Cinquième proposition : une grande politique d'éducation. Très bien... mais ce qui manque furieusement, dans ces « cinq propositions », ce sont des mesures d'urgence concrètes ! Un peu de nerf, quoi ! Que le candidat Nicolas Hulot prenne au sérieux ce qu'il écrit dans l'introduction de son livre Pour un pacte écologique : « Sonnez le tocsin ! » et même : « Une révolution ? Oui ! »

Thierry Jaccaud est rédacteur en chef de l'Écologiste, édition française de The Ecologist. Disponible en kiosque. www.ecologiste.org



## ÉCONOMIE SOLIDAIRE

### RENCONTRES Forum à Marseille

Le 4<sup>e</sup> Forum des initiatives solidaires, organisé par l'Agence provençale pour une économie alternative et solidaire (Apeas), se tient à Marseille du 16 au 18 novembre. Ces trois jours d'échanges, de rencontres et de réflexion se dérouleront à la Cité des métiers (4-10, rue des Consuls, II<sup>e</sup> arrdt) autour

de multiples objectifs : inventer de nouvelles formes pour entreprendre, collectives et participatives, répondre à des besoins émergents sur un territoire, concilier des logiques économiques classiques et des enjeux de positionnement citoyen, travailler en réseau, fédérer des énergies autour d'un projet collectif ou encore trouver des financements pour une activité dont l'objectif relève d'une

démarche de développement durable. Participeront aux débats et rencontres, entre autres, l'Adie, Alternative Éco, Concept, Auto partage, Artisans du monde, Boud'Mer, les Cigales, Énergies alternatives, La Ferme à spiruline, Minga PACA, Mesclun, la Nef, Place, le Ravi, Recyclodrome, Radio Grenouille, Roule ma frite, etc.  
**Rens. : 04 91 99 02 40, [www.apeas.fr](http://www.apeas.fr)**

### Échanges en Midi-Pyrénées

Jusqu'au 26 novembre se tient une Quinzaine de l'économie solidaire organisée par l'Association pour le développement et la promotion de l'économie solidaire en Midi-Pyrénées (Adepes). Forums, rencontres-débats, conférences, expositions, portes ouvertes... C'est l'occasion pour les militants comme pour les novices de se renseigner, d'échanger, de partager autour d'initiatives conçues

pour construire d'autres rapports aux autres, à l'économie, à l'environnement, etc. Le vendredi 17 novembre, par exemple, la Maison de l'économie solidaire, à Ramonville-Saint-Agne (31), tiendra portes ouvertes de 9 h à 20 h, les éditions Alternatives proposeront une rencontre à 18 h à la librairie-tartinerie de Sarrant, dans le Gers, tandis qu'à Naucelle, dans l'Aveyron, sera organisé de 20 h 30 à 22 h 30 un débat sur « Une approche de l'économie solidaire », à la salle de réunion du complexe sportif. De nombreux événements sont ainsi organisés dans les huit départements de la région pour parler commerce équitable, finances solidaires, entrepreneuriat collectif, etc.  
**Adepes, 05 61 73 04 86, [www.adepes.org](http://www.adepes.org)**

### COOPÉRATIVES Un plus pour l'emploi ?

Le réseau de coopératives d'emploi et d'activité (CAE) Coopérer pour entreprendre organise un séminaire européen au Parlement de Bruxelles sur « Coopérer et entreprendre, des alternatives pour l'emploi en Europe », les 7 et 8 décembre. Entrepreneurs salariés et gérants de CAE, acteurs et représentants d'organismes et de structures européennes, partenaires sociaux, mouvements mutualistes et coopératifs européens échangeront pour voir de quelle manière le concept de CAE, initié en France, pourrait être développé dans d'autres pays. Les CAE, rappelons-le, proposent à des porteurs de projets de lancer leur activité comme n'importe quel futur chef d'entreprise, mais avec la protection sociale d'un salarié et le soutien d'une structure d'accompagnement. Les inscriptions, de 300 euros, doivent être faites avant le 30 novembre.

**Coopérer pour entreprendre, 37, rue Jean-Leclair, 75017 Paris, 01 42 63 47 71, [seminaire.cooperer@neuf.fr](mailto:seminaire.cooperer@neuf.fr)**

## Agenda

● Le 7 décembre, réunion « Mobilisons-nous pour une économie solidaire », organisée par l'association France active, à 18 h 30, à la Maison de la mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris IV<sup>e</sup>. Citoyens, salariés, syndicalistes, étudiants, militants associatifs, représentants d'une collectivité, d'une région ou d'un département, financiers ou chefs d'entreprise sont invités à venir débattre des dix propositions du « Manifeste de l'économie solidaire ». Inscription gratuite et obligatoire.  
**Rens. : [www.sinvestir.org](http://www.sinvestir.org)**

● Le 13 décembre, de 9 h à 16 h 30, au Palais des arts et des congrès d'Issy-les-Moulineaux (92), l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (Unat) organise un colloque sur « Un tourisme associatif ambitieux : le tourisme associatif réaffirme sa place et son rôle dans le tourisme en France ». « Ce colloque poursuivra trois objectifs, explique le président de l'Unat, François Soulage, faire part de notre regard sur le tourisme en France, imaginer ce que pourrait être la politique sociale du tourisme pour demain, et réaffirmer la nécessité d'un tourisme associatif dynamique et novateur, face aux interrogations dont il fait l'objet. » Participeront notamment Michelle Demessine, ancienne secrétaire d'État au Tourisme, son successeur Léon Bertrand, le sociologue Jean Viard, les responsables du tourisme au sein du PS et de l'UMP, et Frédéric Tiberghien, délégué interministériel à l'Innovation, à l'Expérimentation sociale et à l'Économie sociale.  
**Unat, 01 47 83 21 73, [www.unat.asso.fr](http://www.unat.asso.fr)**

### COMMERCE ÉQUITABLE C'est déjà Noël

Pour préparer le repas, décorer le sapin, adresser des cartes de vœux et, bien entendu, faire des cadeaux, vous pourrez trouver cette année tout ce qu'il vous faut – ou presque – chez Artisans du monde. « *Tous nos produits reflètent la tradition et le savoir-faire des producteurs, tout comme leurs matériaux, riches et originaux : cuir, coton, soie, pierre, terre cuite, céramique, feuilles de palmier, bois, pierres semi-précieuses, bronze, corne, calesbasse* », explique l'acteur historique du commerce équitable en France. Aujourd'hui, la fédération regroupe 165 magasins, tenus par des bénévoles et des salariés à même de vous informer sur l'origine de vos achats,

ARTISANS DU MONDE

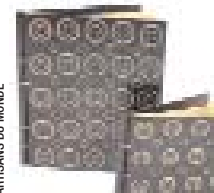


contrairement à ce qui se passe lorsqu'on se procure ces produits du commerce équitable en grandes surfaces. Un peu partout en France seront également organisées des ventes de Noël par les associations Artisans du monde : dès le dimanche 26 novembre à Montierchaume (36), de 10 h à 18 h, pour le 3<sup>e</sup> marché de Noël d'Artisans du monde au foyer rural (à 5 minutes de Châteauroux), le 10 décembre à Alfortville (94) au 46, rue Louis-Blanc, ou encore les 9 et 10 décembre au marché de Noël de Sens (89).  
**Rens. : 01 56 03 93 50, [www.artisansdumonde.org](http://www.artisansdumonde.org)**

ARTISANS DU MONDE



ARTISANS DU MONDE



## COOPÉRATIVES

### Drôle de projet



APR

Jean-Louis Borloo, ministre de la Cohésion sociale, a déposé au Sénat le 18 octobre un bien étrange projet de loi, adopté sans coup férir le 6 novembre par la Haute Assemblée, « après déclaration d'urgence ». Cette nouvelle loi consiste à ratifier une ordonnance relative « aux sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété ». Un nouveau statut de coopérative, que l'on nomme Sacicap, voit donc le jour, et l'on pourrait s'en féliciter, d'autant qu'il nous vient d'un gouvernement qui prône le tout-capitalisme. En réalité, les cinq articles de la loi sont le fruit d'un intense marchandage avec la chambre syndicale des riches sociétés anonymes de construction immobilière (Saci). Avec pour seul but de récupérer une partie des fonds propres des Saci. Le gouvernement a en effet trouvé là de quoi financer sa politique du logement, notamment l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru). Le hic est qu'il n'a pu récupérer que 500 millions d'euros sur les 4 milliards d'euros de fonds détenus par les Saci. En contrepartie, il n'a pas hésité à instrumentaliser le statut de société coopérative d'intérêt collectif (scic), créé par la gauche en 2001, pour satisfaire les exigences de la chambre syndicale. Résultat, un nouveau statut d'entreprise relevant du code de la construction et de l'habitation apparaît dans le paysage alors qu'il existe déjà des scic HLM promues par la Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM, présidée par Marie-Noëlle Lienemann. Saisi avant l'adoption du projet de loi, le Conseil supérieur de la coopération avait pourtant émis un avis négatif, ignoré par le très social Jean-Louis Borloo. Celui-ci n'a pas plus consulté les fédérations fondatrices de l'Union confédérale HLM.

THIERRY BRUN

## GUIDE

### Tous équitables ?

La nouvelle édition du très attendu guide d'Alternatives économiques sur la « consommation citoyenne » reprend une idée lancée par le mensuel dès 2003. Cette initiative très ambitieuse consiste à recenser les pratiques de consommation citoyennes, équitables ou écologiques, dans le domaine de l'alimentation, des transports, du tourisme, de la finance solidaire, etc. Mais des réserves s'imposent en ce qui concerne le commerce équitable. Un entretien dans les premières pages du guide montre ce qui sépare radicalement les grands acteurs du commerce équitable, sans en tenir compte dans les pages qui suivent. Une grande confusion règne entre ce qui relève du label et de la certification pour le commerce équitable et le bio. On notera que la marque Max Havelaar en profite largement. On oublie études et rapports sur le commerce équitable, ainsi que diverses enquêtes. On est aussi surpris de l'absence de Guayapi Tropical et de la certification bio et équitable Forest Garden Products (FGP), alors qu'est présenté un pseudo « label », Rainforest Alliance, que finance la multinationale américaine Kraft Foods (Jacques Vabre).

T. B.

**La Consommation citoyenne, hors-série pratique n° 26, Alternatives économiques, nov. 2006, 9,50 euros.**

## ÉCHANGES

# L'action des Régions

Une rencontre nationale propose d'évaluer le soutien des conseils régionaux à l'économie sociale et solidaire.

Le Réseau des territoires pour l'économie solidaire (RTES) et le Mouvement pour l'économie solidaire (MES) organisent ensemble, le 23 novembre à Marseille, une rencontre intitulée « Avec les Régions, l'économie sociale et solidaire en mouvement ». Durant cette journée nationale d'échanges et de débats, militants et acteurs du secteur évalueront avec des élus et des techniciens des collectivités locales le soutien que lui apportent les conseils régionaux. « *Le MES, explique sa coprésidente, Madeleine Hersent (photo), mène depuis plusieurs années un chantier Territoire qui réfléchit sur les politiques régionales. Il fait travailler les structures territoriales du mouvement (1) autour de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques régionales d'économie sociale et solidaire, ainsi que sur l'articulation avec les schémas régionaux de développement économique. Ces centres d'intérêt rejoignent les préoccupations du RTES, qui est un réseau d'élus (2). Il a donc été décidé de mener un travail commun pour faire le point sur ces questions à partir d'une étude que nous avons menée, et d'organiser ensemble une rencontre. Cette démarche présente plusieurs intérêts : favoriser l'interconnaissance des différents acteurs, donner des éléments précis de connaissance sur l'élaboration des politiques publiques du secteur, et construire des critères d'évaluation.* »



discussions du RTES avec l'Association des Régions de France, pour optimiser le travail d'évaluation et de mutualisation avec cette structure, qui organisera elle-même, en décembre, une rencontre sur l'économie sociale et solidaire.

DANTE SANJURJO

(1) Comme l'Apes dans le Nord-Pas-de-Calais, l'Adepes en Midi-Pyrénées, l'Apeas en Paca, etc.  
(2) Le RTES réunit des communautés d'agglomération, de communes et communautés urbaines, des municipalités, des conseils généraux et plus d'une dizaine de conseils régionaux.

**Rens. : Christiane Bouchart, 03 20 49 50 18, [cbouchart@mairie-lille.fr](mailto:cbouchart@mairie-lille.fr)**



# Le bloc-notes

DE BERNARD LANGLOIS



## DES TROTSKISTES

Tiens, j'ai envie cette semaine de vous parler des trotskistes. Deux livres reçus ces jours-ci m'y invitent, dont je dirai quelques mots plus loin. M'y invitent aussi l'actualité de la précampagne présidentielle et l'appel de José Bové, au meeting du Mans, à Olivier Besancenot (« *Il manque quelqu'un à cette tribune...* »). La LCR, en la personne du jeune postier, va-t-elle finir par prendre sa place dans la photo de groupe (où elle est déjà, en fait, puisque le minoritaire Christian Piquet y figure ; mais ce n'est pas pareil), et la gauche de gauche arrivera-t-elle à se mettre d'accord sur un candidat unique ? C'est un des enjeux essentiels de la course à l'Élysée, version 2007. La fermeté du vote communiste pour tenter d'imposer Marie-George Buffet n'est pas de bon augure, même si toutes les portes ne sont pas encore fermées...

Mais revenons à nos trotskistes. C'est tout de même une particularité française assez étonnante que de présenter trois candidats révolutionnaires à une élection présidentielle et qu'ils parviennent à eux trois à rafler plus de 10 % des voix ! Ce fut le cas en 2002 (Arlette Laguiller : 5,7 ; Olivier Besancenot : 4,3 ; Daniel Gluckstein : 0,5). Surtout que le champ électoral n'est pas spécialement leur terrain de lutte privilégié. D'où vient donc cette audience atypique dans notre vieille Europe, et ce malgré leurs divisions affichées, fruit d'une longue histoire pleine de bruit et de fureur ? Tentons de comprendre.

Une précision d'abord : je n'ai jamais appartenu à une organisation trotskiste, mais j'ai côtoyé nombre de leurs militants ou ex-militants. La difficulté du reste, pour qui se mêle de journalisme et/ou de politique, serait de n'en point croiser sur sa route, tant ils

irriguent partis, syndicats, associations et médias : j'en connais même au *Figaro* ! C'est sans doute là une des raisons majeures de leur relative influence. Même quand ils ne sont plus « *encartés* », les trotskistes (beaucoup d'entre eux) conservent des liens amicaux, des complicités, des références qui relèvent de ce que l'un des leurs (Plenel, sauf erreur) a appelé « *un trotskisme culturel* ». Pour les médias et les associations militantes, c'est surtout vrai des anciens de la LCR, LO s'investissant davantage dans le monde ouvrier et les « *lambertistes* » (ex-PCI, devenu PT) pratiquant avec constance l'entrisme au PS (exemple le plus marquant : Jospin) et dans les syndicats (FO, Unef, arnacho-syndicalisme). Si beaucoup d'entre eux ont pris leurs distances avec leur matrice originelle, ceux qui ont persévéré dans la politique ou la presse sont restés plus fidèles à la gauche que, par exemple, nombre d'anciens maos (eux aussi très investis dans les médias) devenus carrément des supporters du libéralisme le plus débridé, voire des néoconservateurs affirmés. C'est ainsi que tous les courants du PS, sans exception, comptent dans leurs cadres des fils de Léon Davidovitch Bronstein et que les trois prétendants à l'investiture ont l'un ou plusieurs d'entre eux dans leur garde rapprochée : Julien Dray pour Ségolène, Henri Weber pour Fabius (tous deux ex-LCR) ou Jean-Christophe Cambadélis (ex-lambertiste) pour Strauss-Kahn.

C'est en raison de cette (relative : on vieillit, on s'embourgeoise, on se sénatorise...) fidélité au camp de la gauche que je préfère de loin les trotskistes aux maos – pour prendre les deux courants phares de Mai 68, qui formaient du reste chacun une tendance dans le PSU de ces années-là, où j'ai moi-même milité jusqu'en 1974.

## BONS MILITANTS

Le capital de sympathie que conservent les trotskistes dans la frange la plus progressiste de l'électorat tient donc aussi à cette constance dans leurs engagements, à l'implication de leurs militants dans les luttes sociales ; comme, encore, à la grande figure historique de leur père fondateur, à sa lucidité précoce, son opposition sans faille à la dérive stalinienne du régime issu de la révolution d'Octobre et à sa fin tragique sous le piolet de Mercader.

À l'inverse, ils irritent aussi beaucoup de monde pour des tas de raisons : l'entrisme, bien sûr, vite suspecté de noyautage ; le goût du secret, qui va avec, les « *blazes* » dont ils s'affublent, une certaine paranoïa souvent jugée excessive (à leur décharge : quand on a subi des décennies de persécutions et de calomnies – dont l'étiquette d'« *hitléro-troskisme* » d'un usage encore relativement récent au PCF –, ça ne rend pas très enclin à l'ouverture et la transparence...),

sans parler de leurs querelles internes byzantines pour le commun des mortels : mettez deux trotskistes ensemble, au bout de cinq minutes ils vont s'empailler sur la vraie nature de l'URSS : capitalisme d'État ou État ouvrier dégénéré ? En résumé : de vrais bons militants de l'internationalisme anticapitaliste. Bien formés, durs à la tâche, payant (y compris financièrement : c'est pas chez eux qu'on adhère à deux balles sur l'Internet !) leur engagement au prix fort. Mais un poil fatigués quand même !

## TOUT, TOUT, TOUT !

J'en arrive à ces deux bouquins, qui vous seront sans doute de lecture instructive.

– Le premier, d'un très vieux militant (octogénaire) resté jeune dans sa tête (il adhère au PCI en 1943 et ne rendra sa carte de la LCR qu'en 1988, tout en continuant d'écrire dans ses revues). Son nom n'est pas inconnu aux lecteurs de *Politis* : Michel Lequenne fut un collaborateur régulier de nos pages culturelles voici quelques années. Critique, historien d'art, proche aussi du mouvement surréaliste, Michel s'est également passionné pour Christophe Colomb et la découverte de l'Amérique, et a consacré plusieurs livres à ce sujet d'étude. Son livre donc, le *Trotskisme, une histoire sans fard* (1) est celui d'un historien engagé (et combien ! Il fut un temps l'un des principaux dirigeants de la IVe Internationale), mais d'un historien aujourd'hui distancié. Il connaît le mouvement comme sa poche et ses principaux protagonistes mieux que des voisins de palier : son premier responsable de « rayon » fut un certain... Lambert, dont il note qu'il lui est apparu « *peu sérieux* » ! Chacun de ses huit chapitres, qui content par le menu la naissance et les nombreux avatars du mouvement, ses épreuves – les années les plus dures furent celles de l'Occupation et de la Résistance, où les trotskistes étaient pris entre l'enclume vichyste et le marteau stalinien : ce sont eux qui eurent, proportionnellement, le plus de déportés et de fusillés –, est suivi par quelques pages d'un « *contrepoint de l'auteur* », où Lequenne passe au « *je* » et donne son point de vue personnel sur la séquence qui précède. Impossible à résumer, bien sûr, foisonnant, manque pas une engueulade, une scission, une rupture ou un rapprochement ; où l'on comprend que, dans cette longue histoire, les querelles d'hommes ou de pouvoir comptent moins que les débats théoriques, où les trotskistes excellent ! En tout cas, passionnant.

– Et bien intéressant aussi le témoignage d'Alain Krivine, pour qui la foi dans la révolution est toujours vivante, à soixante-cinq balais. *Ça te passera avec l'âge* (2), lui a-t-on souvent dit : eh bien, ça ne lui a pas passé ! L'histoire commence avec l'engagement d'un gamin dans les Jeunesses

communistes, suit avec l'exclusion d'un jeune homme de l'Union des étudiants de même métal (en 1956), puis la création des JCR, d'où naîtra la LCR après la grande brûlure de 1968 et la dissolution qui la sanctionna. La suite, on la connaît dans les grandes lignes : quelques périodes de clandestinité, quelques séjours en taule, le soldat-citoyen candidat à la présidentielle de 1969, et toujours l'infatigable porte-parole pendant tant d'années du mouvement trotskiste le plus ouvert sur l'extérieur, le plus attentif aux évolutions de la société, le plus créatif aussi ; et par le biais de *Rouge*, qui fut un temps quotidien, une vraie couveuse pour apprentis journalistes aujourd'hui essaimés dans quasiment toute la presse ! Une sacrée aventure collective, riche d'individualités marquantes, qu'Alain raconte avec verve et humour, et un excellent contrepoint au livre plus austère de Lequenne. Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les trotskistes !

## AND THE WINNER IS...

Je ne sais pas qui est le gagnant (ou la gagnante...) des primaires socialistes, ni si tout s'est joué dès le premier tour ou pas. Vous qui me lisez, vous le savez peut-être déjà.

Ce qu'on peut dire, en revanche, c'est que cette consultation interne aura fait parler d'elle, et du PS. Couverture médiatique maximum, qui aura mis en lumière les trois candidats de façon exceptionnelle (et d'une certaine façon, ils en sortent tous les trois gagnants, tant est longue, en politique, la route qui mène vers les sommets...). Il en est, à droite, qui aimeraient bien être soumis au même traitement. Ce qu'on peut dire aussi, c'est que les coups bas n'ont pas manqué : notamment, et après une vieille interview de Bourdieu où il jugeait Ségolène « *de droite* », cette dernière affaire de cassette vidéo sur une réunion interne des socialistes du Maine-et-Loire, balancée sur le Net et dans les jambes de Ségolène Royal. Balancée par qui ? Un certain... Jules Ferry ! Le témoignage de Serge Bardy, premier secrétaire de cette fédération, ne laisse guère planer le doute sur le cybercorbeau, qui désigne « *un élu angevin proche de DSK qui a demandé cette vidéo, il y a deux semaines, auprès de celui qui l'a réalisée pour le compte de la fédération* (3) ». L' élu en question, un sénateur dont la réputation n'avait guère franchi jusqu'alors les fossés du château du Roi René, nie farouchement être l'auteur du forfait ; et son chef de file n'est au courant de



Alain Krivine et Michel Rocard (à gauche), au défilé du 1<sup>er</sup> mai 1971, à Paris.

rien, condamne ces méthodes et n'a pas vu cette bande. Dominique Strauss-Kahn a décidément des problèmes avec les vidéocassettes !

## L'IMPACT DE L'INTERNET

Ce qu'on peut noter aussi, et qui va peut-être contribuer à bouleverser la donne électorale, c'est la place de plus en plus marquante prise par l'Internet dans le débat politique. On sait qu'elle fut loin d'être négligeable dans le débat du référendum : avec la présidentielle, elle devient essentielle. La fameuse cassette sur l'école (tronquée, mais on peut la voir en intégralité sur Désirs d'avenir), par exemple, s'est propagée à toute vitesse, a été vue par des centaines de milliers d'internautes en deux jours, a fait l'objet des reprises de toute la presse et de centaines de commentaires sur les listes de discussion et divers blogs (voir à ce sujet : Nuesblog et Le Monde-Citoyen (4)). L'autre grande nouveauté étant la diffusion, soit sur

les chaînes spécialisées (LCP, avec les débats des primaires socialistes, ou la transmission intégrale du meeting de la gauche antilibérale), soit sur le Net (Bayrou, par exemple, sur le « *Politic'show* » de Nuesblog), et souvent sur les deux, d'une parole politique exprimée dans la longueur – pas un clip façon pub centré sur deux ou trois « petites phrases », comme dans les JT des chaînes classiques. Soulignant l'intérêt de ces formes nouvelles de diffusion du discours politique et la réhabilitation de ce discours qu'elles permettent, le chercheur André Gunthert (5) note ceci : « *Assurément, ces formats pas plus que ces contextes de diffusion ne sont destinés à toucher la plus large part de l'électorat. Mais, parce qu'ils s'adressent à sa partie la plus politisée, ils n'en pèsent pas moins de façon déterminante sur la suite de la campagne.* » Et il conclut : « *Au final, on ne peut éviter de s'interroger : comment est-il possible que ce qu'on a vu sur le web ou sur la TNT n'ait pas été diffusé par une grande chaîne publique ? Les responsables des programmes vont-ils prendre conscience de ce hiatus et proposer d'autres formats ? Comment la droite gouvernementale va-t-elle combler ce qui apparaît désormais comme un déficit d'exposition qualitative ? Comment l'existence de ces temporalités disparates va-t-elle pouvoir être prise en compte, mesurée et comparée durant la campagne officielle ? La réponse à ces questions montrera comment les nouveaux médias contribuent à faire bouger le paysage du principal rendez-vous électoral français. Qui a dit qu'on allait s'ennuyer ?* » Autant de questions bien intéressantes. Et qui signalent un changement d'époque.

B. L.

(1) *Le Trotskisme, une histoire sans fard*, Michel Lequenne, Syllepse, 360 p., 24 euros.

(2) *Ça te passera avec l'âge*, Alain Krivine, Flammarion, 400 p., 19,90 euros.

(3) [www.desirdsavenir.org](http://www.desirdsavenir.org)

(4) [www.nuesblog.com](http://www.nuesblog.com) et [www.nuesblog.com](http://www.nuesblog.com)

(5) *Voir Actualités de la recherche en histoire visuelle* : [www.arhv.lhivic.org](http://www.arhv.lhivic.org)

pol-bl-bn@wanadoo.fr

Bien intéressant, le témoignage d'Alain Krivine, pour qui la foi dans la Révolution est toujours vivante, à soixante-cinq balais.

« Ça te passera avec l'âge », lui a-t-on souvent dit : eh bien, ça ne lui a pas passé !





# 50 ans de théâtre d'ombres

800 pages captivantes pour les mettre en lumière



## HISTOIRE SECRÈTE DE LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

Sous la direction de  
Roger Faligot et Jean Guisnel  
Avec Rémi Kauffer, Renaud Lecadre,  
François Malye, Martine Orange,  
Francis Zamponi

LA DÉCOUVERTE

25 €



La Découverte - [www.editionsladecouverte.fr](http://www.editionsladecouverte.fr)